

# Étude des crédits 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

---

**Emploi**

1. Indiquer la somme dépensée en 2022-2023 (et les prévisions pour 2023-2024) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :
  - a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA);
  - b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés;
  - c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3. Concernant le programme « Action », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
4. Concernant la mesure « Contrat d'intégration au travail (CIT) », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
5. Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
6. Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. la liste des programmes d'études et de formation;
  - d. le bilan et les résultats;
  - e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - f. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - g. les montants prévus pour 2023-2024.
7. Concernant le programme « Jeunes volontaires », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.

8. Concernant le programme « Ma place au soleil », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
9. Concernant le programme « Préparation à l'emploi », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région)
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
10. Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
11. Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés », pour 2022-2023 et pour les trois années précédentes :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
12. Concernant le programme « Réussir », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
13. Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024;
  - g. la liste de tous les services offerts.
14. Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.

15. Concernant le programme « Soutien au travail autonome », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024;
  - g. les types de projets financés, montants financés par projet, et par région.
  
17. Concernant le « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
  - b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
  
18. Concernant les programmes « Subvention salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les sommes prévues pour 2023-2024.
  
19. Concernant le programme « Découvrir une relève », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
  
20. Concernant le programme « Licenciements collectifs », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - f. les montants prévus pour 2023-2024.
  
21. Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » :
  - a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
  - b. politique et critères d'attribution des subventions;
  - c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
  - d. montants prévus pour 2023-2024.
  
22. Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » :
  - a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
  - b. politique et critères d'attribution des subventions;
  - c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
  - d. montants prévus pour 2023-2024.

23. Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets et pour les trois dernières années :
  - a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
  - b. politique et critères d'attribution des subventions;
  - c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
  - d. montants prévus pour 2023-2024.
  
24. Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) », pour les trois dernières années :
  - a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - c. le bilan et les résultats;
  - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
  - f. les prévisions pour 2023-2024 (sommes totales et ventilées par région).
  
25. Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) », pour les trois dernières années :
  - a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
  - b. politique et critères d'attribution des subventions;
  - c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
  - d. montants prévus pour 2023-2024.
  
26. Concernant le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi », pour les trois dernières années :
  - a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
  - b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
  - c. montants prévus pour 2023-2024.
  
27. Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées », pour les trois dernières années :
  - a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
  - b. politique et critères d'attribution des subventions;
  - c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
  - d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - f. montants prévus pour 2023-2024.
  
28. Emploi-Québec :
  - a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2022-2023 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2023-2024. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
  - b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024;
  - c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2022-2023 et pour les quatre années précédentes;
  - d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
  
29. Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :
  - a. Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
    - i. Par région;
    - ii. Par CLE;
  - b. À l'administration;
    - i. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
    - ii. Total des dépenses d'administration pour EQ;
  - c. Aux mesures d'emploi;
    - i. Soutien au revenu;
      - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
      - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
    - ii. Ententes de services;
      - Par catégorie d'entente.

30. Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :
  - a. Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
  - b. Aux mesures de formation;
    - i. Francisation;
    - ii. Alphabétisation;
    - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
    - iv. Formation générale au secondaire;
    - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
    - vi. Formation professionnelle au secondaire;
    - vii. Formation technique au collégial;
  - c. Aux subventions salariales aux entreprises;
  - d. Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
  - e. Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
31. Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
32. Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
33. Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années :
  - o Pour le programme d'aide sociale;
  - o Pour le programme de solidarité sociale.
34. Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.
35. Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.
36. Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
37. Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.
38. Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.
39. Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.
40. Concernant les centres d'appels :
  - a. Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années;
  - b. Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années;
  - c. Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années;
  - d. Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP :
    - i. Nombre d'appels reçus;
    - ii. Taux de non-réponse.
41. Taux d'absentéisme du personnel.
42. Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.
46. Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatre dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024.
47. Pour l'année 2022-2023 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2023-2024.

48. Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. Préciser :
  - a. l'objet des consultations;
  - b. le moyen utilisé;
  - c. les dates des rencontres;
  - d. les communautés et les personnes consultées;
  - e. les résultats des consultations;
  - f. les montants afférents.
50. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.
51. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023.
52. Bilan des investissements 2022-2023, par orientation et initiative, de La solidarité : une richesse pour le Québec. Prévisions pour 2023-2024.

### **Carrefours jeunesse emploi**

53. Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes :
  - a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
  - b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
  - c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
  - d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
  - e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
  - f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
54. Concernant les Carrefours jeunesse-emploi, fournir :
  - a. le niveau de référence vers le Carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
  - b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les Carrefours jeunesse-emploi.
55. Ventiler les sommes versées, par Carrefour jeunesse-emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

### **Sécurité du revenu**

56. Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi, pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024.
57. Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.
58. Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2014 à 2023 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2023-2024.
59. Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
60. État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024, concernant :
  - a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;

- b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;
  - c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;
  - d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;
  - e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
  - f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;
  - g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
  - h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;
  - i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;
  - j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;
  - k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :
    - i. État de santé;
    - ii. État de grossesse;
    - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
    - iv. Critère de 55 ans;
    - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
    - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.
  - l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
  - m. Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
  - n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
  - o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;
  - p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
  - q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
  - r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées en 2019 à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
  - s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, depuis 2012; fournir les prévisions pour 2023-2024;
  - t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
  - u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et économies générées depuis 2012; fournir les prévisions pour 2023-2024;
  - v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et économies générées au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024;
  - w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024.
61. Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi au cours des cinq dernières années, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2023-2024.
62. Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2023-2024.
63. Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître en tant que personne ayant des contraintes sévères à l'emploi, en 2022-2023 et pour les cinq années précédentes.
64. Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2023-2024.

66. Pour les cinq dernières années :
- combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
  - combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
  - combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
  - combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?
  - combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
  - combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?
  - combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
  - combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
  - combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
  - combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
  - combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
  - combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
  - combien de prestataires sans contraintes ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
  - combien de prestataires sans contraintes ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
67. Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide sociale.
68. Dans le cadre de la Réforme de l'aide sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère, et ce, par mesure?
69. Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours, ventilées par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.
70. Fournir tous les documents, notes ou estimations relatifs au coût du « droit à l'amour ».

### **Secrétariat à l'action communautaire autonome**

79. Pour chacun des programmes, préciser :
- liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024;
  - politique et critères d'attribution des subventions;
  - liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
80. Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024.
81. Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
82. Sommes dédiées à la mission globale des organismes communautaires en 2022-2023 et pour les trois années précédentes ; prévision pour 2023-2024 ;
83. Ventilation des sommes dédiées à la mission globale des organismes communautaires par catégorie et par typologie en 2022-2023 et pour les trois années précédentes ; prévisions pour 2023-2024 ;
84. Sommes dédiées aux organismes communautaires, autres que celles dédiées à la mission globale, pour 2022-2023 et pour les trois années précédentes ; prévision pour 2023-2024. Ventilation par catégorie et par typologie.

## Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

85. Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :
  - a. la description complète des sommes investies par le MESS chaque année, de 2002 à 2023;
  - b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
  - c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
  - d. le bilan, les évaluations et les rapports;
  - e. les échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.
86. Fournir le bilan de la consultation publique Solidarité et inclusion sociale – Vers un troisième plan d'action gouvernemental.
87. Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
88. État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2022-2023.
89. Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF). Prévisions pour 2023-2024.
90. Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :
  - a. le nom et l'adresse de l'entreprise;
  - b. la date de l'avis ou de la fermeture;
  - c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
  - d. le nombre total d'employés de l'entreprise;
  - e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
  - f. les motifs du licenciement.
91. Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, la liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2023-2024.
92. État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2023-2024.
93. Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
94. À la suite du rehaussement du seuil de l'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2022-2023; ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
97. Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir, pour 2022-2023 (et les prévisions pour 2023-2024) :
  - a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région;
  - b. Les prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi;
  - c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.
98. Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2023-2024) :
  - a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
  - b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
  - c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail;
    1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;

2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
  3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
  4. Bonifier les primes au travail;
  5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
  6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
  7. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d. Programme objectif emploi;
- e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
  2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
  3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g. Investir dans les logements sociaux;
1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
  2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
  3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;
- h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;
1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
  2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
  3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
  4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
  5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;
- l. Favoriser une justice plus humaine;
1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
  2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
  3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;
- n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
  2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.
99. Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :
- a. Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi et ;
  - b. Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes;
  - c. Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région;

- d. Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
  - e. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi;
  - f. Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi;
  - g. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi.
100. Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 (phase 2), fournir :
- a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2022-2023;
  - b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2020;
  - c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par région) en 2022-2023;
  - d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
  - e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

#### **Transférées par le ministère de la Justice**

M48. Nombre de célébrants de mariage civil désignés.

M49. Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

M50. Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.

#### **Transférées par le ministère de la Famille**

M141. Concernant le plan budgétaire 2023-2024, provenance des sommes consacrées à la mesure « Former davantage d'éducatrices à la petite enfance » qui ne sont pas des crédits additionnels. Ventiler par année.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

---

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2021 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

43. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

---

#### Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

16. Concernant le programme « Supplément à la prime au travail », pour les trois dernières années :
- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
  - le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
  - le bilan et les résultats;
  - le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
  - les sommes allouées (totales et ventilées par région);
  - les montants prévus pour 2023-2024. **(Ministère des Finances)**
44. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Enseignement supérieur)**
45. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation)**
49. Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2022-2023 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones. **(Ministère du Travail)**
65. Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, depuis 2014, en plus des prévisions pour 2023-2024, et ce, pour les groupes suivants :
- Personne vivant seule;
  - Couple;
  - Famille monoparentale;
  - Famille biparentale. **(Ministère des Finances)**
101. Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage. **(Ministère du Travail)**
103. Parmi les personnes employées des organismes communautaires financés par le PSOC, fournir :
- Le pourcentage qui bénéficie d'un régime d'assurance collective
  - Le pourcentage qui bénéficie d'une participation de l'employeur dans un régime de retraite
  - Le salaire annuel moyen en excluant les directions et les coordinations de ces mêmes organismes
  - Le ratio femmes-hommes **(Ministère de la Santé et des Services sociaux)**
104. Fournir le pourcentage moyen des augmentations annuelles (indexation) du PSOC depuis 2000. **(Ministère de la Santé et des Services sociaux)**
105. Fournir l'évolution des salaires des personnes salariées des organismes financés par le PSOC depuis 2000. **(Ministère de la Santé et des Services sociaux)**

## Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

71. Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
  72. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec depuis 2014; fournir les prévisions pour 2023-2024.
  73. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec, depuis 2014, en fonction des données disponibles.
  74. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2022-2023 et au cours des trois années précédentes.
  75. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2022-2023 et au cours des trois années précédentes.
  76. Nombre de révisions effectuées au cours des trois dernières années. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
  77. Sommes versées en trop au cours des trois dernières années.
  78. Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
  95. Pour les cinq dernières années : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre, incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
  96. Pour les cinq dernières années : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2023-2024, au total et par région.
  102. Pour les cinq chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
-

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

**Titre :**

Indiquer la somme dépensée en 2022-2023 (et les prévisions pour 2023-2024) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'MCN<sup>1</sup>).

**Exposé et statistiques :**

Pour l'ensemble des éléments du portefeuille Travail, Emploi et Solidarité Sociale.

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI), pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023, s'élèvent à 77 956,0 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	MCN	Total
Portefeuille Travail, Emploi et Solidarité Sociale	27 371,0	17 178,2	33 406,8	77 956,0

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023, les investissements s'élèvent à 11 028,8 k\$ et se détaillent comme suit :

Investissements (k\$)	Interne	Externe	MCN	Total
Portefeuille Travail, Emploi et Solidarité Sociale	7 414,6	3 100,9	513,3	11 028,8

<sup>1</sup> Comprend les dépenses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) et d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ).

SOURCE : DGRFC-DEBF-SCRFI

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-20



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02

**Titre :**

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

- a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)
- b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés
- c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

**Exposé et statistiques :**

- a) La mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) a pris fin en mars 2020.
- b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés.
  - Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.).
  - Cette mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.
  - Pour l'année 2022-2023, au 17 février 2023, aucune somme n'a été engagée dans le volet ARTT.
- c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
  - En 2022-2023 (au 17 février 2023), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dénombré 39 969 participants actifs inscrits aux diverses formations (francisation, alphabétisation, acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique, formation générale et secondaire, métiers spécialisés ou peu spécialisés, formation professionnelle au secondaire, formation technique au collégial, etc.).
  - 
  - Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus) sont de 475,4 M\$ (au 17 février 2023).

**SOURCE :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux  
**COLLABORATION :** Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 1<sup>er</sup> mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

**Titre :**

Concernant le programme « Action » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

- a) Nombre de personnes ayant participé au Programme d'aide et d'accompagnement sociale (PAAS) Action, par région.**

En 2022-2023, 2 842 personnes ont participé au PAAS Action (au 17 février 2023).

- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé.**

Donnée non disponible.

- c) Bilan et résultats.**

Se référer au nombre de participants mentionné précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière.**

Voir annexe.

- e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible).**

En 2022-2023, les dépenses s'élevaient à 7,2 M\$ (au 28 février 2023).

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATIONS :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des normes, des partenariats et des projets d'assistance sociale

**VALIDATION :**

**DATE :** 14 mars 2023



**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
"CAFÉ COMMUNAUTAIRE L'ENTRE-GENS" DE SAINTE-ADELE, COMTÉ ROUSSEAU	1 350
(LE) PAVOIS - PROGRAMME D'ACTIVITÉS VALORISANTES OFFRANT INTÉRACTION ET SOUTIEN	27 900
ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTRÉAL	20 400
ACCUEIL BONNEAU INC.	13 200
ACCÈS CONDITIONS VIE LAC-SAINTE-JEAN-EST	7 050
ACCÈS-TRAVAIL-FEMMES INC.	11 400
ACTION CENTRE-VILLE (MONTRÉAL) INC.	2 850
ACTION SECOURS, VIE D'ESPOIR	1 350
ACTION SPORT VÉLO	600
ACTION-RÉINSERTION	18 300
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES, DÉFAVORISÉES OU HANDICAPÉES DE LAVAL	40 500
ALPHA-ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	2 272
ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE L'AUTRE VERSANT INC.	14 250
AMALGAME MONTRÉAL INC.	22 050
AMIE DU QUARTIER	3 600
ANCRE ET AILES DU HAUT ST-LAURENT	2 250
APEVAH des Chenaux	1 500
ARC-EN-CIEL ORGANISME COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	450
ASSOCIATION BÉNÉVOLE AMITIÉ INC.	12 300
ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHÂINON INC.	2 700
ASSOCIATION D'ENTRAIDE POUR LA SANTÉ MENTALE «LA PASSERELLE»	3 600
ASSOCIATION DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ISLET-SUD	900
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DES C.H.S.L.D.-C.L.S.C. STE-ROSE DE LAVAL	4 050
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA PINIÈRE	600
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU PAVILLON STE-DOROTHÉE	1 500
ASSOCIATION DES LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES DE LAVAL ALPHPL	3 000
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE BRANDON	5 400
ASSOCIATION ENTRE TES MAINS	3 300
ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES HANDICAPÉES ET LEUR FAMILLE	4 050
ASSOCIATION KAMOURASKOISE EN SANTÉ MENTALE LA TRAVERSÉE	1 200
ASSOCIATION PLACE AU SOLEIL	300
ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DE L'OUTAOUAIS	26 250
ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES DROITS SOCIAUX DE HUNTINGDON	1 200
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE L'ÉPILEPSIE	4 050
ASSOCIATION VIVRE ET VIEILLIR CHEZ SOI DU BAS RICHELIEU INC.	1 350
ATELIER DE FORMATION SOCIOPROFESSIONNELLE DE LA PETITE NATION	4 200
ATELIER DE PREPARATION A L'EMPLOI (A.P.E.) INC.	67 350
ATELIER DES LETTRES EN ALPHABÉTISATION DE CENTRE-SUD INC.	8 845
ATELIER SIGNES D'ESPOIR	5 100
ATELIERS LEOPOLD-DESROSIERS INC.	450
ATELIERS T.A.Q. INC.	1 350
AU BERCAIL DE ST-GEORGES	1 200
AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE INC.	7 900
AU MOULIN DE LA SOURCE	900
AUX QUATRE VENTS, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES EN DIFFICULTÉ PSYCHOLOGIQUE OU PSYCHIATRIQUE	5 100
AUX TROIS MÂTS	1 950
Action Santé - l'Envolée d'Abitibi-Ouest	4 200
Association d'entraide des personnes handicapées physiques de Montréal (ALPHA)	3 750
Association des ami(e)s du patient	3 450
Association des bénévoles du centre d'hébergement Val Des Brises	600
Association des personnes handicapées D'Autray sud	900
C.A.D.R.E. CENTRE D'ACTION, DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN EMPLOYABILITÉ	70 200
C.O.F.F.R.E.T. Centre de formation et d'orientation pour favoriser les relations ethniques tradition	3 750
CAFGRAP (GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DE LAVAL)	1 950
CAFÉ DES DEUX PAINS DE VALLEYFIELD INC.	2 700
CAFÉ PARTAGE D'ARGENTEUIL	3 150
CAFÉ RENCONTRE DU CENTRE-VILLE (QUÉBEC) INC.	4 500

**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

	Déboursés (\$)
CARREFOUR D'ENTRAIDE LACHINE INC.	3 150
CARREFOUR D'INITIATIVES POPULAIRES DE RIVIÈRE-DU-LOUP	1 650
CARREFOUR DES FEMMES DE SAINT-LÉONARD	6 150
CARREFOUR ENVIRONNEMENT SAGUENAY	750
CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	5 100
CARREFOUR POPULAIRE DE ST-MICHEL INC.	17 400
CENTRE ACTION	2 850
CENTRE ALPHA-SOURD	6 000
CENTRE AUX SOURCES D'ARGENTEUIL	750
CENTRE BERNARD-HAMEL/CENTRE FAMILIAL	900
CENTRE BIENVENUE INC.	9 750
CENTRE COMMUNAUTAIRE CHRÉTIEN DE SAINT-JÉRÔME	4 350
CENTRE COMMUNAUTAIRE MADA INC.	16 950
CENTRE COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME INC.	12 600
CENTRE COMMUNAUTAIRE PARTAGE ST-FRANÇOIS	5 550
CENTRE COMMUNAUTAIRE PETIT ESPOIR	2 550
CENTRE COMMUNAUTAIRE SHAWINIGAN INC.	1 050
CENTRE D'ACCUEIL GOUIN-LOISIRS	900
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE D'IBERVILLE ET DE LA RÉGION	2 700
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA M.R.C. DE COATICOOK	1 200
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE SAINT-CÉSAIRE	750
CENTRE D'ACTIVITÉS POPULAIRES ET ÉDUCATIVES C.A.P.E.	1 050
CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	32 400
CENTRE D'ENTRAIDE "CONTACT" DE WARWICK	750
CENTRE D'ENTRAIDE D'ARGENTEUIL	3 600
CENTRE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DU SECTEUR BRANDON "LE CROISSANT DE LUNE"	1 350
CENTRE D'ENTRAIDE L'HORIZON DE RIVIÈRE-DU-LOUP	450
CENTRE D'ENTRAIDE PLUS DE L'ESTRIE	9 600
CENTRE D'IMPLICATION LIBRE DE LAVAL EN RÉADAPTATION SOCIALE C.I.L.L.	22 500
CENTRE D'INTÉGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.	1 500
CENTRE D'ORGANISATION MAURICIEN DE SERVICES ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (C.O.M.S.E.P.)	50 575
CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ESTRIE	13 125
CENTRE D'ÉQUITHÉRAPIE LA REMONTÉE	1 200
CENTRE DE BÉNÉVOLAT D'ACTON VALE	1 800
CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST INC.	5 425
CENTRE DE FEMMES PARMİ ELLES	1 050
CENTRE DE FORMATION DE HUNTINGDON	2 250
CENTRE DE JOUR DE ST-JAMES	8 100
CENTRE DE LA FAMILLE DU GRAND ST-JÉRÔME	7 050
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DES AMIS DES PRAIRIES	1 350
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	1 950
CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE (CLE MONTRÉAL)	2 250
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	1 350
CENTRE DE PROMOTION COMMUNAUTAIRE LE PHARE INC.	1 050
CENTRE DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIAL LE DÉCLICK	29 100
CENTRE DE SANTÉ MENTALE L'ARRIMAGE	8 850
CENTRE DE SOIR DENISE MASSÉ INC.	21 000
CENTRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CORCOVADO INC.	1 350
CENTRE DE SUPPORT MÉDICAL ET D'ASSISTANCE SOCIALE (CESUMAS)	1 650
CENTRE INTER-SECTION	18 900
CENTRE L'ESCALE DE JONQUIÈRE INC.	12 600
CENTRE LA BARRE DU JOUR	7 650
CENTRE LE BOUSCUEIL DE ROBERVAL INC.	5 550
CENTRE LE HAVRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	600
CENTRE LOCAL D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DU NORD-EST DE MONTREAL	1 650
CENTRE POPULAIRE	300
CENTRE POUR FEMMES IMMIGRANTES DE SHERBROOKE	5 250

**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

	Déboursés (\$)
CENTRE RÉGIONAL DE SERVICES AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES (CRSBP) DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE-NORD-DU-QUÉBEC, INC.	1 350
CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE JOLIETTE-LANAUDIÈRE INC.	450
CENTRE SIGNES D'ESPOIR	2 100
CENTRE SOUTIEN-JEUNESSE DE SAINT-LAURENT	15 750
CENTRE À LA PETITE ENFANCE PASTELLE	1 350
CLUB DE L'AMITIÉ DES HANDICAPÉS D'ABITIBI-OUEST INC.	600
CLUB DES HANDICAPÉS DE VAL D'OR INC.	2 700
COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUÉBEC	8 100
COMITÉ D'AIDE ALIMENTAIRE DES PATRIOTES	7 950
COMPAGNONS DE MONTRÉAL	38 250
COMPLEXE SPORTIF DU HAUT PONTIAC	4 350
COMPTOIR ALIMENTAIRE L'ESSENTIEL DE LAVALTRIE	1 350
COMPTOIR FAMILIAL DE SHERBROOKE INC.	900
COMPTOIR LE GRENIER	3 450
COMPTOIR RÉGIONAL DE BEAUCE INC.	6 300
CONCERTATION-FEMME	14 850
CONFÉRENCE ST-VINCENT DE PAUL DE MONT-LAURIER INC.	2 850
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ D'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE ADIRONDAK	7 950
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ ETC	2 100
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNIVERSEAU	1 350
CORPORATION POUR LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT E.R.S.	3 600
CORPORATION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉCUPÉRATION ET DU RECYCLAGE RÉGION 02	2 250
CROISSANCE-TRAVAIL	6 900
CUISINES COLLECTIVES DE CABANO	1 500
CUISINES COLLECTIVES DE DEGELIS	3 000
CYBER-CIBLE	1 350
Café Fougère	450
Centre Alpha Papineau	3 150
Centre Roland-Bertrand	19 350
Centre communautaire pour aînés Relais santé Matane	1 950
Centre d'Action Bénévole de Richmond	2 850
Centre d'Employabilité de La Baie	150
Centre d'action bénévole MRC L'Assomption	1 350
Centre d'intervention en dépendances Adrienne-Roy	900
Centre d'écoinitiatives populaires	2 250
Centre de Jour de Saint-Jérôme	1 350
Centre de bénévolat et Moisson Laval	1 800
Centre de soutien en santé mentale - Montérégie	21 000
Club la joie de Vivre pour personne vivant une DI/TED	1 500
Clé d'accès	175
Comité des bénévoles de la maison des aînés et alternatives	2 100
Comptoir alimentaire Drummond	1 050
Conférence Repentigny, L'Essentiel	2 700
Conférence Saint-Paul l'Ermite	1 200
DÉVELOPPEMENT ST-GODARD	2 850
Dîners St-Louis	600
EBYÛN	7 875
ENTRAIDE AGAPÉ	3 150
ENTRAIDE LÉO THÉORÉT	6 750
ENTRAIDE SAINT-MICHEL	18 300
ENTREPRISE SOCIALE EN SANTÉ MENTALE	3 300
ESTRIE-AIDE INC.	4 650
EX AEQUO	1 950
FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE INC.	6 300
FONDATION VIRAGE POUR LE SOUTIEN AU CANCER	6 000
FONDS D'AIDE À LA RÉUSSITE DE LA JONQUIÈRE	900
FORMACA	1 500

**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

	Déboursés (\$)
FOURCHETTES DE L'ESPOIR	1 500
FRATERNITÉ SAINT-ALPHONSE (2009)	1 500
GENS AU TRAVAIL	2 100
GROUPE (3R) PLUS INC.	3 839
GROUPE ACTION NOUVELLE VIE	150
GROUPE D'ACTION COMMUNAUTAIRE DE FALARDEAU INC.	2 850
GROUPE D'ENTRAIDE "L'ENTRAIN"	1 200
GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DE LA REGION BERTHIER/LAVALTRIE: "L'ENVOL"	1 350
GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIÉ	750
GROUPE D'ENTRAIDE L'ARRÊT-COURT, SOREL-TRACY	4 050
GROUPE D'ENTRAIDE LACHINE	12 150
GROUPE DES MONTAGNARDS DE CHERTSEY INC.	5 400
GROUPE EN ALPHABÉTISATION DE MONTMAGNY-NORD	350
Groupe Information Travail inc.	1 800
GÉNÉALOGIE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	450
HABITATION FAMILIALE NORAL II INC.	3 150
HÉBERGEMENT LA CASA BERNARD-HUBERT	2 700
IMAGO THEATRE, INC.	1 350
INFORMATION ALIMENTAIRE POPULAIRE CENTRE-SUD INC.	8 850
INITIUM, AU-DELÀ DE LA SCHIZOPHRÉNIE	61 650
INTER ACTION TRAVAIL INC.	11 250
JEUNESSE AU SOLEIL	2 250
JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROÏT	1 500
L'A-DROIT DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	900
L'ABC des Hauts Plateaux	600
L'ASSOCIATION DES CHEVALIERS BÉNÉVOLES DE L'HOTEL-DIEU DE ST-HYACINTHE	4 800
L'ASSOCIATION DES HANDICAPÉS GASPÉSIENS	8 250
L'ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE CHIBOUGAMAU-CHAPAIS A.P.H.C.C.	900
L'ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES MATAWINIE APHM INC.	2 700
L'ATELIER D'ARTISANAT CENTRE-VILLE INC.	17 700
L'AVENUE-LIBRE DU BASSIN DE MASKINONGÉ INC.	3 450
L'Ardoise, groupe populaire en alphabétisation	13 166
L'Atelier - Centre de travail adapté	600
L'EN-DROIT DE LAVAL	4 500
L'ENSOLEILLÉE: RESSOURCE COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	1 650
L'ENTRAIDE CHEZ NOUS	8 850
L'ENVOLÉE, RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE	4 500
L'ESSENTIEL DES ETCHEMINS	3 000
L'EVEIL CHARLEVOISIEN	1 350
L'Envol Programme d'aide aux jeunes mères	5 400
L'OASIS DE LOTBINIÈRE INC.	1 800
L'ÉCHELON DES PAYS D'EN HAUT INC.	4 950
L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT	13 025
L'ÉQUIPE ENTREPRISE	5 100
L'ÉVEIL, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES ATTEINTES DE MALADIE MENTALE	7 050
LA BONNE ÉTOILE JOLIETTE INC.	2 100
LA BOUFFE DU CARREFOUR	3 750
LA CAFETERIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF	11 550
LA CHAUDRONNÉE DE L'ESTRIE INC.	3 750
LA CITÉ DES MOTS	1 025
LA CLÉ DE L'ALPHA	4 300
LA CLÉ DES MOTS	1 050
LA CORDÉE, RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE	4 800
LA CROISÉE DE LONGUEUIL INC.	5 100
LA CROISÉE DES SENTIERS	2 250
LA CROISÉE S.I.T. INC.	450
LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-MASCOUCHE	1 800

**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

	Déboursés (\$)
LA FRATERNITÉ ST-MICHEL INC.	900
LA GANG À RAMBROU	31 650
LA GIGOGNE INC.	2 250
LA GRANDE TABLE	750
LA GRIFFE D'ALPHA	3 500
LA JOUJOUTHEQUE FARFOUILLE	6 750
LA MAISON DE L'ESPOIR DE MONT-JOLI INC.	1 500
LA MAISON DE LA FAMILLE CONTRE VENTS ET MARÉES	10 875
LA MAISON DE LA FAMILLE DE VAL D'OR INC.	1 905
LA MAISON DES AMIS DU PLATEAU MONT-ROYAL INC.	20 100
LA MAISON DES MOTS DES BASSES-LAURENTIDES	8 925
LA MAISON DU PARTAGE D'YOUVILLE INC.	450
LA MAISONNETTE DES PARENTS	3 750
LA MANNE QUOTIDIENNE	1 800
LA MOSAÏQUE, CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE ET COMMUNAUTAIRE	3 300
LA PETITE FERME DE L'AUBERGE	4 050
LA POPOTE ROULANTE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	3 000
LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE JOLIETTE, INC.	6 150
LA SOUPIÈRE JOLIETTE-LANAUDIÈRE	7 050
LA TABLÉE DES NÔTRES DE GRAND-MÈRE INC.	300
LE BON CITOYEN	1 200
LE CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU INC.	4 050
LE CENTRE D'APPRENTISSAGE PARALLÈLE DE MONTRÉAL C.A.P.	45 900
LE CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE ST-HYACINTHE INC.	1 800
LE CENTRE DE JOUR LES INTRÉPIDES	2 700
LE CENTRE LOUISE-AMÉLIE, INC.	5 700
LE CENTRE REGAIN DE VIE INC.	1 350
LE COIN ALPHA	2 625
LE COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE ST-HENRI	9 150
LE COMPTOIR FAMILIAL DE THETFORD MINES INC.	1 950
LE GRAIN D'SEL DE LA VALLÉE DU RICHELIEU	600
LE GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINÉRAIRE	13 200
LE GROUPE D'ENTRAIDE LE DAHLIA DE BEAUHARNOIS	4 500
LE MURMURE, GROUPE D'ENTRAIDE DE PERSONNES AYANT OU AYANT EU UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	150
LE PATRO DE LÉVIS INC.	1 500
LE PATRO ROC-AMADOUR (1978) INC.	1 500
LE PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR	150
LE PLAISIR DES MOTS	6 619
LE PLATEAU DE TRAVAIL DE LA TABLÉE POPULAIRE	2 850
LE PONT DE ROUYN-NORANDA INC.	3 450
LE RAPPEL GROUPE D'ENTRAIDE DE PERSONNES ATTEINTES D'UNE MALADIE MENTALE	16 950
LE RELAIS POPULAIRE INC.	4 050
LE RIVAGE DU VAL ST-FRANÇOIS	1 350
LE TOUR DE LIRE	16 500
LE TOURNESOL DE LA RIVE-NORD INC.	2 400
LE TRAIT D'UNION, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES AYANT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE	5 250
LE TRAVERSIER, CENTRE DE JOUR ET D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE	4 200
LE ZÈBRE ROUGE	9 750
LES AMIS DE LAMATER	2 250
LES ATELIERS QUATRE SAISONS INC.	6 300
LES ATELIERS TRANSITION INC.	7 800
LES BOUTS DE PAPIER DE LA HAUTE-GASPÉSIE	5 950
LES NOUVEAUX SENTIERS DE LA MRC DE L'ISLET	5 250
LES OEUVRES DE ST-JACQUES	1 350
LES PAPIERS SOLIDERR INC.	38 850
LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUI INC.	18 450
LUDOLETTE	7 875

**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

	Déboursés (\$)
La Piaule Centre-du-Québec inc.	11 520
La Triade HCT	19 800
La libellule, pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle et le spectre de l'autisme	9 450
Le Centre Éducatif et de Loisirs en Déficience Intellectuelle. (Le Centre ÉLODI)	15 900
Le Phénix, ECJ, Centre Mauricie/Mékinac	2 250
Le Trait d'Union Jeunesse	300
Libre Espace Côte-de-Beaupré Inc.	1 350
MADAME PREND CONGÉ, CENTRE DE FEMMES DE POINTE ST-CHARLES	900
MAIN-FORTE MONTRÉAL	17 700
MAISON DE L'AMITIÉ DE MONTRÉAL	4 350
MAISON DE LA FAMILLE RIVE-SUD	900
MAISON DE QUARTIER VIMONT	1 500
MAISON DU PÈRE	4 800
MAISON L'ÉCHELON INC.	3 600
MAISON LE PUIITS INC.	1 200
MAISON LES ETAPES INC.	48 150
MAISON PLEIN COEUR	1 500
MAISON POPULAIRE D'ARGENTEUIL	4 725
MAISON POPULAIRE DE JOLIETTE	2 700
MAISON RE-NE INC.	1 050
MAISON ST-ANDRÉ ABITIBI-OUEST	3 300
MANNE DU JOUR	2 700
MISSION BON ACCUEIL	6 000
MOISSON BEAUCE INC.	600
MOISSON D'ALMA	3 900
MOISSON LAURENTIDES	2 700
MOISSON MAURICIE / CENTRE-DU-QUÉBEC	13 650
MOISSON MONTRÉAL INC.	6 900
MOISSON QUÉBEC INC.	4 050
MOISSON SUD-OUEST	3 750
MON RESTO SAINT-MICHEL	7 050
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE LAVAL	1 800
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINT-EUSTACHE	13 300
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THÉRÈSE	18 900
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE ST-JÉRÔME ET SES ENVIRONS	6 600
Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement communautaire)	3 000
Maison Mère-Mallet	3 450
Maison Saint-Columba	8 400
Maison de Campagne & d'Entraide Communautaire du Lac	1 800
Maison des Familles La Cigogne du Lac Saint-Jean Est	3 000
NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	450
OEUVRE VIE NOUVELLE	3 750
ORGANISME DE RÉCUPÉRATION ANTI-PAUVRETÉ DE L'ÉRABLE	4 650
P.R.I.S.E. II (PROGRAMME EDUCATIF DE REVALORISATION INDIVIDUELLE, SOCIALE) INC.	7 500
PARTAGENCE	3 900
PARTAGEONS L'ESPOIR (QUÉBEC)	1 800
PAVILLON D'EDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	9 600
PIVOT CENTRE-DU-QUÉBEC	11 250
POPCO INC.	1 750
POST SCRIPT JEUNESSE	600
POUVOIR DES MOTS GASPÉ	350
PRACOM INC.	22 500
PROJETS PART	11 550
PROMOTION ET DÉFENSE DES DROITS EN SANTÉ MENTALE DE L'ESTRIE (PRO-DEF)	450
PROVISION COMPASSION	1 800
PSYCOHÉSION	10 800
Pair-aidance Québec	4 650

**Liste des déboursés 2022-2023 par organisme pour le PAAS Action  
(Données en date du 17 février 2023)**

	Déboursés (\$)
Parcours	5 400
Projet L.U.N.E	2 100
RE-SOURCE FAMILLES	1 500
RECYCLAGE VANIER	900
REGROUPEMENT DES ASSISTÉES SOCIALES ET ASSISTÉS SOCIAUX DU TÉMISCOUATA	4 350
REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA RÉGION DE MATANE	900
RELAIS COMMUNAUTAIRE DE LAVAL	6 000
REPIT JEUNESSE	4 950
RESEAU D'AIDE LE TREMLIN INC.	1 800
RESSOURCES COMMUNAUTAIRES OMÉGA	900
RESTO POP THÉRÈSE DE BLAINVILLE	6 150
RUELLE DE L'AVENIR	1 350
Refuge Pageau inc.	3 900
Ressourcerie Recyc-Dons	2 100
RÉSEAU DE L'INTÉGRATION À L'EMPLOI DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 600
RÉSEAU OUTAOUAIS ISP	109 050
RÉSEAU VASTE INC.	1 200
SAINT-VINCENT-DE-PAUL CONFÉRENCE DE STE-JULIENNE	1 650
SEMO	2 550
SERVICE ACCÈS-EMPLOI	4 200
SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	4 350
SERVICE D'AIDE COMMUNAUTAIRE ANJOU INC.	13 500
SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNÉE	17 550
SERVICE D'ENTRAIDE BASSE-VILLE INC.	3 450
SERVICE D'ENTRAIDE FAMILIALE DE VAL D'OR INC.	1 350
SERVICE D'ENTRAIDE ST-LIN-LAURENTIDES INC.	1 350
SERVICE D'INTERPRÈTE D'AIDE ET DE RÉFÉRENCE AUX IMMIGRANTS (SIARI)	11 700
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	6 750
SIT-Mauricie (Service d'intégration au travail)	11 250
SOCIETE D'HISTOIRE DU TEMISCAMINGUE	1 350
SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	1 500
SOCIÉTÉ DE FORMATION INDUSTRIELLE DE L'ESTRIE INC.	7 650
SOLIDARITÉ SOCIALE DE RAWDON	2 700
SOURCE D'ESPOIR TÉMIS INC.	450
SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	3 150
SOURIRE SANS FIN	1 200
STAGEM DIVISION ENTREPRISE D'INSERTION INC.	570
Santé mentale Québec - Bas-St-Laurent	3 450
Santé mentale Québec / Haut-Richelieu	11 100
Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy	150
Ste-Victoire en fête	1 350
StimuleArts	3 450
TOUJOURS ENSEMBLE INC.	2 550
TRAVAIL ADAPTÉ DE LANAUDIÈRE	10 950
TRIPORT PORTNEUF	5 400
Textil'Art Laval	1 350
UN PROLONGEMENT À LA FAMILLE DE MONTRÉAL	6 000
UNITE POINT DE DEPART INC.	3 750
VIE AUTONOME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 200
VIRAGE SANTÉ MENTALE	14 100
VISION D'ESPOIR DE SOBRIÉTÉ	1 200
provisions communautaires	7 650
ÉCOLE NATIONALE D'APPRENTISSAGE PAR LA MARIONNETTE	16 650
<b>Total</b>	<b>2 515 039</b>



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-04

### Titre :

Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

### Exposé et statistiques :

#### Nombre de participants actifs :

Année financière	Participants actifs	Nouvelles personnes**
2022-2023*	5 195	811

\* Données au 17 février 2023.

\*\* Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

#### Données budgétaires :

Année financière	Dépenses
2022-2023*	37,7 M\$

\* Donnée au 17 février 2023.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de la planification et de la reddition de comptes  
Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 20 mars 2022



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-05**

**Titre :**

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Le programme « Découvrir un métier, une profession » n'existe plus depuis juillet 2018.

**SOURCE :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :** 1<sup>er</sup> mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

### Titre :

Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- g. les montants prévus pour 2023-2024

### Exposé et statistiques :

Les services d'emploi exercent une gestion par fonds et non par programme. La mesure de formation de la main-d'œuvre n'est pas un programme et il n'y a pas de sommes allouées à cette mesure en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction des mesures et services aux entreprises  
Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-07**

**Titre :**

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024

**Exposé et statistiques :**

Nombre de participants en 2022-2023 :

Période	Participants actifs
2022-2023 (donnée au 17 février 2023)	417

Sommes allouées :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-08**

**Titre :**

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Nombre de participants actifs en 2022-2023 :

2022-2023 (donnée au 17 février 2023)	283
---------------------------------------	-----

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

**Titre :**

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entrevues ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

- Nombre de participants actifs en 2022-2023 :

2022-2023 (donnée au 17 février 2023)	7 262
---------------------------------------	-------

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année

**SOURCE :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-10**

**Titre :**

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

En 2022-2023 (données au 17 février 2023), on dénombre 1 441 participants actifs, dont 903 nouveaux participants.

Dépenses 2022-2023 (donnée au 17 février 2023) : 11 624,2 k\$

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

**Titre :**

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2022-2023 et pour les trois années précédentes :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

**Exposé et statistiques :**

Le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. Toutefois, les personnes licenciées avant la fin de ce programme ont pu continuer à en bénéficier, dans la mesure où elles étaient âgées de moins de 60 ans et remplissaient les autres conditions d'admissibilité.

**SOURCE :**

Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATIONS :**

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des normes, du partenariat et des projets de l'assistance sociale

**DATE :**

21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

**Titre :**

Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

**a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Réussir, par région.**

En 2022-2023, 339 personnes ont participé au PAAS Réussir (au 17 février 2023).

**b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme.**

Données non disponibles.

**c) Bilan et résultats.**

Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

**d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière.**

Non applicable.

**e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible).**

En 2022-2023, les dépenses s'élevaient à 7,2 M\$ (au 28 février 2023).

**SOURCE :**

Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATIONS :**

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des normes, des partenariats et des projets d'assistance sociale

**VALIDATION :**

**DATE :**

16 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-13**

**Titre :**

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024;
- g. la liste de tous les services offerts.

**Exposé et statistiques :**

Pour 2022-2023 (donnée au 17 février 2023) : le nombre de participants actifs était de 106 474.

Exerçant une gestion par fonds, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité n'alloue pas de somme précise pour la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE).

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation scolaire et professionnelle;
- des services d'évaluation de l'autonomie socioprofessionnelle;
- des méthodes de recherche d'emploi;
- des services spécialisés;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises;
- de l'accompagnement en emploi dans une perspective de maintien.

**SOURCE :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :** 20 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

**Titre :**

Concernant le programme « Soutien financier aux mineures enceintes » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

**Nombre de personnes ayant participé à ce programme en 2022-2023 :**

14 (donnée au 31 janvier 2023).

**Bilan et résultats pour 2022-2023 :**

En 2022-2023, le Programme a permis de venir en aide à 14 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir (donnée au 31 janvier 2023).

**Sommes allouées en 2022-2023 :**

200 k\$.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des normes, des partenariats et des projets d'assistance sociale

**VALIDATION :**

**DATE :** 2 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

### Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les montants prévus pour 2023-2024;
- g) les types de projets financés, montants financés par projet, par région.

### Exposé et statistiques

Nombre de participants actifs en 2022-2023 (donnée au 17 février 2023) : 2 215.

Sommes allouées :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de somme allouée à ce programme en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :** Non applicable.  
**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

**Titre :**

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

**Exposé et statistiques :**

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2022-2023 au 28 février 2023.

RÉGION	2022-2023	
	Demandes	Montant versé
01 - Bas-Saint-Laurent	0	- \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	2	30 000 \$
03- Capitale-Nationale	6	90 000 \$
04 – Mauricie	1	15 000 \$
05 - Estrie	0	- \$
06 - Montréal	0	- \$
07 – Outaouais	0	- \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	- \$
09 - Côte Nord	0	- \$
10 - Nord du Québec	0	- \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
12 - Chaudière-Appalaches	0	- \$
13 - Laval	0	- \$
14 - Lanaudière	0	- \$
15 – Laurentides	2	30 000 \$
16 - Montérégie	1	15 000 \$
17 - Centre-du-Québec	0	- \$
Région administrative non précisée (hors Québec)	0	- \$
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>180 000 \$</b>

**SOURCE :** Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services  
**VALIDATION :** Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles  
**DATE :** 8 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

### Titre :

Concernant les programmes « Subvention salariale pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années :

- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- le bilan et les résultats;
- le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- les sommes prévues pour 2023-2024.

### Exposé et statistiques :

#### Nombre de participants actifs à la mesure Subvention salariale par volet pour 2022-2023\* :

Volet	Nouveaux participant	Participants actifs
<b>Insertion en emploi**</b>	1 879	2 868
<b>Expérience de travail</b>	1 075	1 520

\* Données au 17 février 2023.

\*\* Comprend les volets « insertion en emploi » et « insertion en emploi en économie sociale ».

#### Données budgétaires pour 2022-2023\* :

Volet	Dépenses en k\$*
<b>Insertion en emploi**</b>	15 375,3
<b>Expérience de travail</b>	11 655,7

\* Données au 17 février 2023.

\*\* Comprend les volets « insertion en emploi » et « insertion en emploi en économie sociale ».

#### Nombre de personnes jointes par la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT) pour 2022-2023\* :

Participants actifs	Nouvelles personnes**
5 195	811

\* Données au 17 février 2023.

\*\* Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

#### Dépenses d'intervention :

2022-2023 (donnée au 17 février 2023) : 37,7 M\$.

#### Sommes allouées :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ces programmes en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-19**

**Titre :**

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Le programme « Découvrir une relève » n'existe plus sous sa forme initiale, et ce, depuis juillet 2018.

**SOURCE :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 1<sup>er</sup> mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

### Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour les trois dernières années :

- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- le bilan et les résultats;
- le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- les montants prévus pour 2023-2024.

### Exposé et statistiques :

- Selon la Loi sur les normes du travail, lorsqu'un licenciement collectif survient, l'employeur doit participer à mettre en place un comité d'aide au reclassement (CAR) lorsque le nombre de salariés licenciés atteint 50 ou plus dans un même établissement ou prendre d'autres moyens équivalents afin de faciliter leur réintégration en emploi. Le Ministère offre un soutien à l'entreprise pour les coûts de fonctionnement du comité d'aide au reclassement et la réalisation de ses activités.
- Lors de licenciements collectifs de moins de 50 travailleurs, les travailleurs licenciés peuvent être soutenus par un comité de reclassement à entrées continues (CREC). Un prestataire de services financé par le Ministère offre ainsi des services de reclassement dans une région donnée, sur un mode continu. Dans certains cas, les salariés peuvent aussi être référés vers les organismes spécialisés en employabilité.
- Services Québec intervient donc en collaboration avec l'employeur dans le cadre des mesures suivantes :
  - Comité d'aide au reclassement;
  - Comité d'aide au reclassement à entrées continues.

Comité d'aide au reclassement (régulier)	
ANNÉE	PARTICIPATIONS ACTIVES D'ENTREPRISES
2022-2023*	10

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)	
ANNÉE	PARTICIPATIONS ACTIVES <sup>1</sup>
2022-2023*	12

\* Données au 17 février 2023

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**VALIDATION :** S/O

**DATE :** 20 mars 2023

<sup>1</sup> Dans le cas du CREC, le nombre de participations actives ne correspond pas au nombre d'entreprises ayant bénéficié des services, mais bien au nombre de CREC actifs. Chaque CREC peut soutenir au cours d'une même année plusieurs dizaines d'entreprises ayant effectué des licenciements collectifs. Conséquemment, le nombre d'entreprises ayant bénéficié des services du CREC est beaucoup plus élevé, mais n'est pas chiffrable, car cela exigerait une comptabilisation manuelle pour chacune des directions régionales de Services Québec.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-21**

**Titre :**

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

La réponse se trouve à la question RP-79.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 26 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-22**

**Titre :**

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

La réponse se trouve à la question RP-79.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 26 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-23**

**Titre :**

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des quatre volets pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

La réponse se trouve à la question RP-79.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 26 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

### Titre :

Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) », pour les trois dernières années :

- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- le bilan et les résultats;
- le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- les prévisions pour 2023-2024 (sommes totales et ventilées par région).

### Exposé et statistiques :

#### a. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région

En 2022-2023 (données en date du 7 février 2023), 3 753 personnes ont été inscrites au programme d'apprentissage en milieu de travail

Régions	2022-2023 <sup>1</sup>
01 - Bas-St- Laurent	140
02 - Saguenay-Lac-St-Jean	278
03 - Capitale-Nationale	338
04 - Mauricie	194
05 - Estrie	407
06 - Montréal	464
07 - Outaouais	151
08 - Abitibi-Témiscamingue	93
09 - Côte-Nord	14
10 - Nord-du-Québec	21
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	85
12 - Chaudière-Appalaches	277
13 - Laval	161
14 - Lanaudière	129
15 - Laurentides	211
16 - Montérégie	483
17 - Centre-du-Québec	296
Inconnue	11
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>3753</b>

<sup>1</sup>Données au 17 février 2023

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

#### b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme

Le PAMT est un processus de qualification volontaire en entreprise qui s'adresse aux personnes qui sont déjà en emploi.

**c. Bilan et les résultats**

En 2022-2023 (données en date du 17 février 2023), 1 956 certificats de qualification professionnelle ont été émis à la suite d'un Programme d'apprentissage en milieu de travail.

**d. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun**

Données non disponibles.

**e. Identification des sommes allouées (totales et ventilées par région)**

Afin d'aider les entreprises à assumer les coûts reliés à la formation de leur main-d'œuvre, des programmes ou crédits d'impôt sont disponibles pour les entreprises participant au PAMT, selon leur situation. Parmi les mesures utilisées notons le Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (Revenu Québec) et la subvention salariale bonifiée combinée au PAMT.

Ainsi, les dépenses du ministère visant à offrir une Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT se sont établies en 2022-2023 à 641 200 \$.

Crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail

Les dépenses fiscales totales en lien avec le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail, incluant celles liées au PAMT, basées sur l'édition 2020 des dépenses fiscales du ministère des Finances du Québec, sont les suivantes :

2022 (projection) : 86,4 M\$

Ces sommes couvrent cependant tous les types de stages y compris ceux des institutions scolaires. La ventilation par région n'est pas disponible.

**f. Prévisions pour 2022-2023 des sommes prévues (totales et ventilées par région).**

Données non disponibles.

**SOURCE :** Direction du développement de la main-d'œuvre

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de compte  
Direction générale des Services à la clientèle de l'ouest

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-03-29

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-25**

**Titre :**

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

La réponse se trouve à la question RP-79.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 26 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

**Titre :**

Concernant le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- c. montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Les programmes financés par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) sont exclus du périmètre comptable du gouvernement.

Il est à noter que le programme Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi a pris fin le 30 juin 2019.

**SOURCE :** Direction du développement de la main-d'œuvre

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-03-01



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

**Titre :**

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- f. montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Pour le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA), on dénombre 5 032 participants actifs en 2022-2023 (donnée au 17 février 2023).

Pour 2022-2023 (donnée au 17 février 2023), les dépenses liées au PSEA sont de 110,6 M\$.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATIONS :** Direction régionale de Services Québec du Centre-du-Québec  
Direction des politiques d'emploi et des stratégies  
Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

**Titre :**

Emploi-Québec :

- Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2022-2023 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2023-2024. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
- Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024;
- Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2022-2023 et pour les quatre années précédentes;
- État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

**Exposé et statistiques :**

- Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2022-2023 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2023-2024. Chiffres nationaux ventilés par région administrative.**

Indicateurs	2022-2023	
	Cibles	Résultats préliminaires (données au 17 février 2023)
• Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation ( <b>ensemble de la clientèle</b> )	95 000	79 497
• Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation ( <b>ensemble de la clientèle</b> )	55,5 %	59,6 %
• Nombre de participants de l' <b>assurance-emploi</b> ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation <sup>1</sup>	S/O	55 544
• Proportion des participants de l' <b>assurance-emploi</b> ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	S/O	64,2%
• Nombre de clients des programmes d' <b>assistance sociale</b> ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	14 000	15 602
• Proportion des clients des programmes d' <b>assistance sociale</b> ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	42,0 %	43,5 %
• Nombre de personnes <b>immigrantes</b> ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	15 000	13 996
• Proportion des personnes <b>immigrantes</b> ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	53,0 %	58,7 %
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre ( <b>CDRCMO</b> )	5 025	3 753 <sup>2</sup>
• Nombre d' <b>entreprises nouvellement aidées</b>	15 445	12 737

<sup>1</sup> Indicateur ciblé dans le cadre de l'Entente sur le développement du marché du travail convenue entre le gouvernement fédéral et le Québec. Les dénombrements de retour en emploi pour cet indicateur sont effectués par le gouvernement fédéral.

<sup>2</sup> Participants du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) seulement.

Aucune prévision de cibles et de résultats des interventions du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) n'est disponible pour 2023-2024.

**b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024.**

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MESS pour 2021-2022, indiquent que les services de main-d'œuvre et d'emploi du MESS ont pu compter sur un effectif de 2 433 équivalents temps complet.

Le tableau suivant présente le nombre d'employés en lien d'emploi au MESS (Secteur Emploi-Québec) :

Regroupement	2022-2023 (au 22 février 2023)		
	Rég.	Occ.	Total
MTESS – Secteur Emploi-Québec	116	5	121
Secteur de la main-d'œuvre <sup>1</sup>	84	0	84
Total	200	5	205

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24.

Aucune prévision de l'effectif pour 2022-2023 n'est disponible.

**c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2022-2023 et pour les quatre années précédentes.**

Les dépenses préliminaires pour 2022-2023 sont de 1 444,6 M\$, soit 490,8 M\$ en fonds du Québec et 953,8 M\$ en fonds du fédéral

**d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.**

Les services en matière de main-d'œuvre et d'emploi n'administrent pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

**SOURCE :** Direction de la planification et de la reddition de comptes

**COLLABORATION :** Direction générale des ressources humaines  
Direction de l'expertise budgétaire et financière

**DATE :** 26 mars 2023

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

**Titre :**

Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
  - i. Par région;
  - ii. Par CLE;
- b) À l'administration;
  - i. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
  - ii. Total des dépenses d'administration pour EQ;
- c) Aux mesures d'emploi;
  - i. Soutien au revenu;
    - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
    - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
  - ii. Ententes de services;
    - Par catégorie d'entente.

**Exposé et statistiques :**

Le personnel d'EQ n'offre pas de services directs à la population.

Par ailleurs, les CLE n'existent plus. Ainsi, les dépenses pour ces bureaux sont inexistantes.

L'annexe 1 présente les données des mesures d'emploi provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT). Chaque année correspond à un onglet distinct. Les allocations versées en soutien du revenu font l'objet d'un suivi pour l'ensemble de la clientèle. Les dépenses par catégorie d'entente (volets individus et entreprises) sont présentées sous la rubrique « intervenants externes ».

**SOURCE :** Secteur des services à la clientèle

**COLLABORATION :** Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles

**DATE :** 24 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2023-02-17

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes						
	Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	
Services aux individus																			
Mesures																			
Contrat d'intégration au travail																			
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Formation de la main d'oeuvre - Individus																			
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coordination formation privée	66,8	3 053,5	63,2	2 015,7	130,0	5 069,2	23,4	1 820,4	125,2	1 735,9	148,6	3 556,3	90,3	4 873,9	188,3	3 751,5	278,6	8 625,4	0,0
Coordination formation publique	35,6	1 636,1	47,1	1 868,0	82,7	3 504,1	9,6	2 327,8	- 9,6	1 736,1	0,0	4 063,9	45,2	3 963,9	37,5	3 604,1	82,7	7 568,0	0,0
Référent école publique	4 849,0	232 402,6	1 895,2	74 289,6	6 744,3	306 692,2	0,0	7,2	0,0	18,9	0,0	26,1	4 849,0	232 409,7	1 895,2	74 308,5	6 744,3	306 718,3	0,0
Référent école privée	449,8	20 386,3	138,6	8 375,8	588,3	28 762,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	449,8	20 386,3	138,6	8 375,8	588,3	28 762,0	0,0
Achat de formation (temps plein)	665,1	36 764,7	458,7	21 229,2	1 123,8	57 994,0	356,4	20 759,1	88,5	10 693,7	444,9	31 452,9	1 021,5	57 523,9	547,2	31 923,0	1 568,7	89 446,8	0,0
Financement MEELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indéterminé	3,4	84,8	2,1	33,3	5,5	118,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,4	84,8	2,1	33,3	5,5	118,0	0,0
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Développement des compétences - MFOR	120,8	4 889,4	252,4	10 974,8	373,1	15 864,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	120,8	4 889,4	252,4	10 974,8	373,1	15 864,2	0,0
PRATIC Somme forfaitaire (ASFE non disponible)	11,7	153,6	5,9	72,2	17,6	225,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,7	153,6	5,9	72,2	17,6	225,8	0,0
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	6 202,2	299 371,0	2 863,0	118 858,5	9 065,3	418 229,5	1 080,0	37 885,5	591,8	19 516,4	1 671,8	57 401,8	7 282,3	337 256,4	3 454,8	138 374,9	10 737,1	475 631,3	0,0
Projet de préparation à l'emploi																			
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	148,9	10 671,4	109,8	13 093,5	258,7	23 764,9	148,9	10 671,4	109,8	13 093,5	258,7	23 764,9	0,0
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,0	4,5	0,0	5,1	0,0	9,6	68,7	8 872,1	87,5	11 737,4	156,3	20 609,5	68,7	8 876,7	87,5	11 742,5	156,3	20 619,1	0,0
Jeunes volontaires	55,1	2 821,2	10,4	473,5	65,5	3 294,7	18,2	402,1	1,6	85,9	19,8	488,0	73,3	3 223,3	12,0	559,4	85,3	3 782,7	0,0
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,1	0,0	1,6	0,0	1,5	0,0	0,1	0,0	1,6	0,0
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	207,3	6 872,5	227,9	6 458,2	435,2	13 330,8	61,8	13 609,0	38,0	11 912,4	99,8	25 521,4	269,1	20 481,6	265,9	18 370,6	535,0	38 852,2	0,0
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	20,3	- 0,5	10,3	0,0	30,6	0,5	20,3	- 0,5	10,3	0,0	30,6	0,0
OQMI - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	169,2	0,0	0,0	0,0	169,2	0,0	169,2	0,0
Développement des compétences - PPE	11,3	377,0	14,0	346,0	25,3	723,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,3	377,0	14,0	346,0	25,3	723,0	0,0
Total Projet de préparation à l'emploi	273,7	10 075,3	252,3	7 282,8	526,1	17 358,1	298,1	33 576,4	236,5	37 008,7	534,6	70 585,1	571,8	43 651,6	488,8	44 291,5	1 060,6	87 943,1	0,0
Recherche et innovation																			
Recherche et innovation	1,4	139,5	2,0	77,2	3,4	216,8	158,1	6 397,3	0,0	0,0	158,1	6 397,3	159,6	6 536,8	2,0	77,2	161,6	6 614,0	0,0
Conciliation Travail-Études	0,0	0,0	1,1	67,1	1,1	67,1	0,0	0,0	0,0	53,0	0,0	53,0	0,0	0,0	1,1	120,1	1,1	120,1	0,0
Supplément salarial de transition	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Développement des compétences - RINN	0,0	7,8	0,0	3,7	0,0	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,1	2,3	0,0	2,8	0,1	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	2,3	0,0	2,8	0,1	5,1	0,0
Jeunes en mouvement vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	427,0	20 870,0	0,0	0,0	427,0	20 870,0	427,0	20 870,0	0,0	0,0	427,0	20 870,0	0,0

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2023-02-17

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes						
	Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	
Personnes handicapées vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 598,3
Agents d'intégration (ROSEPH)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 147,1
Aide à l'intégration et maintien en emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,6
Total Recherche et innovation	1,5	154,0	3,1	150,9	4,7	304,9	594,7	27 335,9	0,0	4 798,3	594,7	32 134,2	596,2	27 489,9	3,1	4 949,2	599,4	32 439,1	68,6
Services d'aide à l'emploi																			
Services d'aide à l'emploi	253,7	8 441,0	304,0	11 765,0	557,7	20 206,0	1 829,4	156 625,4	0,0	0,0	1 829,4	156 625,4	2 083,1	165 066,4	304,0	11 765,0	2 387,2	176 831,4	176 831,4
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service spécialisé jeune	1,5	325,3	1,6	652,4	3,1	977,7	0,0	3 318,3	0,0	0,0	0,0	3 318,3	1,5	3 643,6	1,6	652,4	3,1	4 296,0	4 296,0
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	62,2	2 006,6	54,1	1 701,0	116,4	3 707,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,2	2 006,6	54,1	1 701,0	116,4	3 707,6	3 707,6
Total Services d'aide à l'emploi	317,4	10 772,9	359,8	14 118,4	677,2	24 891,4	1 829,4	159 943,7	0,0	0,0	1 829,4	159 943,7	2 146,8	170 716,6	359,8	14 118,4	2 506,6	184 835,0	184 835,0
Subv. aux entreprises adaptées																			
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 44,4	63 665,4	44,4	37 535,6	0,0	101 201,0	- 44,4	63 665,4	44,4	37 535,6	0,0	101 201,0	101 201,0
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	6 238,2	- 5,4	1 448,5	0,0	7 686,7	5,4	6 238,2	- 5,4	1 448,5	0,0	7 686,7	7 686,7
Entreprises adaptées : Subvention de démarrage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,7	0,0	70,7	0,0	0,0	0,0	70,7	0,0	70,7	70,7
Entreprises adaptées : Étudiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,0	434,7	0,0	418,7	0,0	434,7	0,0	16,0	0,0	418,7	0,0	434,7	434,7
Entreprises adaptées : Jeunes employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	365,2	0,0	807,5	0,0	1 172,7	0,0	365,2	0,0	807,5	0,0	1 172,7	1 172,7
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 39,0	70 284,8	39,0	40 281,0	0,0	110 565,8	- 39,0	70 284,8	39,0	40 281,0	0,0	110 565,8	110 565,8
Soutien au travail autonome																			
Soutien au travail autonome	366,5	19 925,5	53,4	1 529,1	419,8	21 454,6	38,2	2 576,3	16,0	372,6	54,1	2 948,9	404,6	22 501,8	69,3	1 901,7	473,9	24 403,5	24 403,5
Développement des compétences - STA	3,0	249,2	0,9	130,7	3,9	379,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	249,2	0,9	130,7	3,9	379,8	379,8
Total Soutien au travail autonome	369,5	20 174,6	54,3	1 659,8	423,8	21 834,4	38,2	2 576,3	16,0	372,6	54,1	2 948,9	407,6	22 750,9	70,3	2 032,4	477,9	24 783,3	24 783,3
Subventions salariales																			
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	130,6	7 306,0	91,8	4 349,8	222,4	11 655,7	130,6	7 306,0	91,8	4 349,8	222,4	11 655,7	11 655,7
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	169,2	10 181,1	90,2	2 954,3	259,3	13 135,4	169,2	10 181,1	90,2	2 954,3	259,3	13 135,4	13 135,4
Volet insertion en emploi (Économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	45,6	1 657,2	9,4	582,7	55,0	2 239,9	45,6	1 657,2	9,4	582,7	55,0	2 239,9	2 239,9
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,1	2 766,7	248,9	8 857,5	311,0	11 624,2	62,1	2 766,7	248,9	8 857,5	311,0	11 624,2	11 624,2
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	0,9
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	29,4	1,1	109,3	4,7	138,7	3,6	29,4	1,1	109,3	4,7	138,7	138,7
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,9	0,0	10,1	0,0	111,0	0,0	100,9	0,0	10,1	0,0	111,0	111,0
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	298,7	1,2	166,9	4,0	465,6	2,8	298,7	1,2	166,9	4,0	465,6	465,6
Développement des compétences - Subv. Sal.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention salariale Premières Nations et Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	132,1	5,1	85,1	6,0	217,3	0,9	132,1	5,1	85,1	6,0	217,3	217,3
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	414,9	22 472,1	447,6	17 116,6	862,5	39 588,7	414,9	22 472,1	447,6	17 116,6	862,5	39 588,7	39 588,7

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2023-02-17

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes								
	Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total					
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)			
Boni au maintien en emploi																					
Boni au maintien en emploi	7,0	293,0	8,0	360,0	15,0	653,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	293,0	8,0	360,0	15,0	653,0	
Total Boni au maintien en emploi	7,0	293,0	8,0	360,0	15,0	653,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	293,0	8,0	360,0	15,0	653,0	
Initiative ciblée travailleurs expérimentés																					
Initiative ciblée travailleurs expérimentés	31,8	983,1	8,3	269,0	40,0	1 252,1	13,1	3 020,1	- 13,1	645,4	0,0	3 665,6	44,9	4 003,2	- 4,9	914,4	40,0	4 917,7			
Initiative ciblée contribution à l'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,1	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	91,1	0,0	91,1	0,0	91,1	
Développement des compétences – ICTE	0,0	14,1	0,0	1,2	0,0	15,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,1	0,0	1,2	0,0	15,3	
Total Initiative ciblée travailleurs expérimentés	31,8	997,2	8,3	270,2	40,0	1 267,4	13,1	3 020,1	- 13,1	736,5	0,0	3 756,7	44,9	4 017,3	- 4,9	1 006,8	40,0	5 024,0			
Microcrédit																					
Attribution d'un prêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,0	277,2	4,0	672,8	0,0	950,0	- 4,0	277,2	4,0	672,8	0,0	950,0			
Total Microcrédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,0	277,2	4,0	672,8	0,0	950,0	- 4,0	277,2	4,0	672,8	0,0	950,0			
Total Mesures	7 203,1	341 838,0	3 548,9	142 700,6	10 752,0	484 538,6	5 214,4	387 836,6	1 505,5	127 718,7	6 719,9	515 555,2	12 417,6	729 674,6	5 054,3	270 419,3	17 471,9	1 000 093,9			
Activités et services																					
Dépenses non liées à une mesure																					
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	4,0	206,4	4,0	206,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	206,4	4,0	206,4	
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	0,5	25,3	0,5	25,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	25,3	0,5	25,3	
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	161,2	6 408,6	161,2	6 408,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	161,2	6 408,6	161,2	6 408,6	
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	9,2	350,5	9,2	350,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,2	350,5	9,2	350,5	0,0	
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	174,9	6 990,8	174,9	6 990,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	174,9	6 990,8	174,9	6 990,8	0,0	
Total Activités et services	0,0	0,0	174,9	6 990,8	174,9	6 990,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	174,9	6 990,8	174,9	6 990,8	0,0	
Total Services aux individus	7 203,1	341 838,0	3 723,7	149 691,4	10 926,9	491 529,4	5 214,4	387 836,6	1 505,5	127 718,7	6 719,9	515 555,2	12 417,6	729 674,6	5 229,2	277 410,1	17 646,8	1 007 084,6			
Services aux entreprises et organismes																					
Mesures																					
CPE: Intervention en entreprise																					
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	21,9	0,0	0,0	2,4	21,9	2,4	21,9	0,0	0,0	2,4	21,9	2,4	21,9	
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,5	0,0	0,0	0,0	60,5	0,0	60,5	0,0	0,0	0,0	60,5	0,0	60,5	
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	98,8	0,0	0,0	0,0	98,8	0,0	98,8	0,0	0,0	0,0	98,8	0,0	98,8	
Stabilisation - Prolongation de l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,3	466,4	0,0	0,0	17,3	466,4	17,3	466,4	0,0	0,0	17,3	466,4	17,3	466,4	
Stabilisation - Partenariat et appariement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	1 789,4	0,0	0,0	52,0	1 789,4	52,0	1 789,4	0,0	0,0	52,0	1 789,4	52,0	1 789,4	
SGRH: Diagnostic - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	193,6	0,0	0,0	3,9	193,6	3,9	193,6	0,0	0,0	3,9	193,6	3,9	193,6	
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	465,9	0,0	0,0	0,9	465,9	0,9	465,9	0,0	0,0	0,9	465,9	0,9	465,9	
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	196,0	4 557,9	0,0	0,0	196,0	4 557,9	196,0	4 557,9	0,0	0,0	196,0	4 557,9	196,0	4 557,9	
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	384,2	10 497,5	0,0	0,0	384,2	10 497,5	384,2	10 497,5	0,0	0,0	384,2	10 497,5	384,2	10 497,5	
SGRH: Autres mandats de consultation - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,6	553,0	0,0	0,0	32,6	553,0	32,6	553,0	0,0	0,0	32,6	553,0	32,6	553,0	

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2023-02-17

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes						
	Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	
SGRH: Autre mandat de consultation - travailleurs expérimentés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	5,0
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 180,4	93,0	0,0	0,0	2 180,4	93,0	0,0	0,0	0,0	2 180,4	93,0	0,0	2 180,4
Coaching-développement des habiletés de gestion-productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	158,1	1,3	0,0	0,0	158,1	1,3	0,0	0,0	0,0	158,1	1,3	0,0	158,1
Recrutement - Mobilité de la main-d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,8	0,0	0,0	0,0	28,8	0,0	0,0	0,0	0,0	28,8	0,0	0,0	28,8
Recrutement - Mobilité internationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	571,8	14,7	0,0	0,0	571,8	14,7	0,0	0,0	0,0	571,8	14,7	0,0	571,8
Recrutement - Mobilité interprovinciale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	5,0
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21 653,7	798,3	0,0	0,0	21 653,7	798,3	0,0	0,0	0,0	21 653,7	798,3	0,0	21 653,7
CPE: Intervention en partenariat																			
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	970,5	0,6	0,0	0,0	970,5	0,6	0,0	0,0	0,0	970,5	0,6	0,0	970,5
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 563,5	507,4	0,0	0,0	4 563,5	507,4	0,0	0,0	0,0	4 563,5	507,4	0,0	4 563,5
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	302,5	0,0	0,0	0,0	302,5	0,0	0,0	0,0	0,0	302,5	0,0	0,0	302,5
Support à l'exécution des mesures actives – subvention	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 722,6	166,8	0,0	0,0	5 722,6	166,8	0,0	0,0	0,0	5 722,6	166,8	0,0	5 722,6
Support à l'exécution des mesures actives – achat de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	607,4	0,0	0,0	0,0	607,4	0,0	0,0	0,0	0,0	607,4	0,0	0,0	607,4
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12 166,5	674,8	0,0	0,0	12 166,5	674,8	0,0	0,0	0,0	12 166,5	674,8	0,0	12 166,5
CPE: Intervention sectorielle																			
Comité aviseur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 372,1	83,1	0,0	0,0	1 372,1	83,1	0,0	0,0	0,0	1 372,1	83,1	0,0	1 372,1
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14 032,2	340,2	0,0	0,0	14 032,2	340,2	0,0	0,0	0,0	14 032,2	340,2	0,0	14 032,2
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15 404,3	423,3	0,0	0,0	15 404,3	423,3	0,0	0,0	0,0	15 404,3	423,3	0,0	15 404,3
Formation de la main-d'oeuvre - Entreprises																			
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 320,4	668,9	0,0	0,0	5 320,4	668,9	0,0	0,0	0,0	5 320,4	668,9	0,0	5 320,4
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	1,3
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	368,7	0,0	0,0	0,0	368,7	0,0	0,0	0,0	0,0	368,7	0,0	0,0	368,7
Entreprise formation privée (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	56,3	0,0	0,0	0,0	56,3	0,0	0,0	0,0	0,0	56,3	0,0	0,0	56,3
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11 551,9	408,2	0,0	0,0	11 551,9	408,2	0,0	0,0	0,0	11 551,9	408,2	0,0	11 551,9
Entreprise formation privée (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22 403,6	906,2	0,0	0,0	22 403,6	906,2	0,0	0,0	0,0	22 403,6	906,2	0,0	22 403,6
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,5	0,4	0,0	0,0	60,5	0,4	0,0	0,0	0,0	60,5	0,4	0,0	60,5
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	0,0	0,0	0,0	5,9	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	0,0	0,0	5,9

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION  
**Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures**

Semaine se terminant le : 2023-02-17

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes						
	Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			Compte d'assurance-emploi			Fonds du Québec			Total			
	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	Hebdo (k\$)	Cumulatif (k\$)	
Entreprise formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,2	0,0	0,0	0,0	9,2	0,0	0,0	0,0	0,0	9,2	0,0	0,0	9,2
Entreprise formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,7	0,0	0,0	0,0	80,7	0,0	0,0	0,0	0,0	80,7	0,0	0,0	80,7
Entreprise formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	384,0	0,0	0,0	0,0	384,0	0,0	0,0	0,0	0,0	384,0	0,0	0,0	384,0
Entreprise formation publique (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 933,2	0,0	0,0	0,0	7 933,2	0,0	0,0	0,0	0,0	7 933,2	0,0	0,0	7 933,2
Achat de formation continue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 655,2	0,0	0,0	0,0	6 655,2	0,0	0,0	0,0	0,0	6 655,2	0,0	0,0	6 655,2
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	84,1	0,0	0,0	0,0	84,1	0,0	0,0	0,0	0,0	84,1	0,0	0,0	84,1
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54 914,9	0,0	0,0	0,0	54 914,9	0,0	0,0	0,0	0,0	54 914,9	0,0	0,0	54 914,9
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	104 139,4	0,0	0,0	0,0	104 139,4	0,0	0,0	0,0	0,0	104 139,4	0,0	0,0	104 139,4
Total Services aux entreprises et organismes Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 497,8	0,0	0,0	0,0	4 497,8	0,0	0,0	0,0	0,0	4 497,8	0,0	0,0	4 497,8
Autres																			
Autres																			
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>7 203,1</b>	<b>341 838,0</b>	<b>3 723,7</b>	<b>149 691,4</b>	<b>10 926,9</b>	<b>491 529,4</b>	<b>9 712,2</b>	<b>491 975,9</b>	<b>1 505,5</b>	<b>127 718,7</b>	<b>11 217,7</b>	<b>619 694,6</b>	<b>16 915,4</b>	<b>833 813,9</b>	<b>5 229,2</b>	<b>277 410,1</b>	<b>22 144,6</b>	<b>1 111 224,0</b>	

Rapport no 5



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

### Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
- b) Aux mesures de formation;
  - i. Francisation;
  - ii. Alphabétisation;
  - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
  - iv. Formation générale au secondaire;
  - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
  - vi. Formation professionnelle au secondaire;
  - vii. Formation technique au collégial;
- c) Aux subventions salariales aux entreprises;
- d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
- e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

### Exposé et statistiques :

Les données ne sont pas disponibles par région et par sexe.

Mesures ou programmes	Dépenses*	Nombre de participations**
Projets de préparation à l'emploi	87 943 145,0	7 579
Services d'aide à l'emploi	184 835 013,1	119 616
Mesure de formation de la main-d'œuvre***	475 631 332,4	43 194
• Francisation	7 759 613,5	1 960
• Alphabétisation	3 028 390,9	551
• Acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique	33 172 115,1	4 929
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés	5 176 147,6	1 103
• Formation professionnelle au secondaire	188 108 626,2	19 971
• Formation technique au collégial	184 846 290,0	12 950
Subventions salariales	39 588 694,6	4 589
Contrat d'intégration au travail	37 680 418,4	8 801
Programme de subventions aux entreprises adaptées	110 565 840,9	5 113

\* Données au 17 février 2023.

\*\* Données au 17 février 2023. Un même participant peut avoir plus d'une participation.

\*\*\* Toutes les dépenses en requalification et en rehaussement des compétences (notamment le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation et le Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologie de l'information et des communications) sont incluses dans cette section du tableau.

SOURCE :

Direction de la planification et de la reddition de comptes

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion, Direction générale des services à la clientèle de l'Ouest

DATE :

22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

**Titre :**

Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2022-2023 et prévisions 2023-2024, par région et par sexe

**Exposé et statistiques :**

Intervention renforcée - Réitérant										
2022-2023										
avril à janvier										
DIRECTION RÉGIONALE*	Réitérants admis correspondant aux critères de ciblage de la Stratégie de l'intervention renforcée			Réitérants admis ayant bénéficiés d'une intervention dans le cadre de la Stratégie de l'intervention renforcée						
	Total	Femmes	Hommes	Total		Femmes		Hommes		
	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
01	BAS-ST-LAURENT	64	17	47	35	54,7%	9	52,9%	26	55,3%
02	SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	104	33	71	88	84,6%	28	84,8%	60	84,5%
03	CAPITALE-NATIONALE	224	74	150	137	61,2%	50	67,6%	87	58,0%
04	MAURICIE	137	42	95	52	38,0%	18	42,9%	34	35,8%
05	ESTRIE	196	63	133	145	74,0%	48	76,2%	97	72,9%
06	MONTRÉAL	776	309	467	507	65,3%	198	64,1%	309	66,2%
07	OUTAOUAIS	132	55	77	90	68,2%	38	69,1%	52	67,5%
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	39	14	25	26	66,7%	11	78,6%	15	60,0%
09	CÔTE-NORD	27	7	20	23	85,2%	6	85,7%	17	85,0%
10	NORD-DU-QUÉBEC	2	1	1	2	100,0%	1	100,0%	1	100,0%
11	GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	41	14	27	38	92,7%	13	92,9%	25	92,6%
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	167	48	119	126	75,4%	37	77,1%	89	74,8%
13	LAVAL	70	21	49	43	61,4%	11	52,4%	32	65,3%
14	LANAUDIÈRE	201	67	134	182	90,5%	62	92,5%	120	89,6%
15	LAURENTIDES	182	63	119	140	76,9%	51	81,0%	89	74,8%
16	MONTÉRÉGIE	330	117	213	253	76,7%	91	77,8%	162	76,1%
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	115	29	86	99	86,1%	26	89,7%	73	84,9%
	RÉSEAU	2 807	974	1 833	1 986	70,8%	698	71,7%	1 288	70,3%

\* Selon le bureau de Services Québec de proximité.

**SOURCE :** Direction des mesures et des services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 21 mars 2022



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

**Titre :**

Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2022-2023 et prévisions 2023-2024, par région et par sexe.

**Exposé et statistiques**

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) Action, par région et par sexe, pour l'année 2022-2023 :

bs	Participants actifs au PAAS Action selon le sexe					
	2022-2023					
	(du 1 <sup>er</sup> avril 2022 au 17 février 2023)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
<b>Ensemble du Québec</b>	2 842	100,0%	1 283	45,1%	1 559	54,9%
01 - Bas-Saint-Laurent	55	100,0%	31	56,4%	24	43,6%
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	164	100,0%	74	45,1%	90	54,9%
03 - Capitale-Nationale	202	100,0%	88	43,6%	114	56,4%
04 - Mauricie	134	100,0%	70	52,2%	64	47,8%
05 - Estrie	135	100,0%	58	43,0%	77	57,0%
06 - Île-de-Montréal	1 073	100,0%	475	44,3%	598	55,7%
07 - Outaouais	165	100,0%	65	39,4%	100	60,6%
08 - Abitibi-Témiscamingue	49	100,0%	24	49,0%	25	51,0%
09 - Côte-Nord	9	100,0%	6	66,7%	3	33,3%
10 - Nord-du-Québec	3	100,0%	3	100,0%		
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	42	100,0%	25	59,5%	17	40,5%
12 - Chaudière-Appalaches	99	100,0%	47	47,5%	52	52,5%
13 - Laval	111	100,0%	47	42,3%	64	57,7%
14 - Lanaudière	96	100,0%	41	42,7%	55	57,3%
15 - Laurentides	151	100,0%	71	47,0%	80	53,0%
16 - Montérégie	279	100,0%	120	43,0%	159	57,0%
17 - Centre-du-Québec	79	100,0%	41	51,9%	38	48,1%

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATIONS :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction générale des opérations de Services Québec de l'Est

Direction des normes, des partenariats et des projets d'assistance sociale

**VALIDATION :**

**DATE :** 16 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

**Titre :**

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années :

- pour le Programme d'aide sociale;
- pour le Programme de solidarité sociale.

**Exposé et statistiques :**

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l'aide financière en 2022-2023 (du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 janvier 2023), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	39 970	13 688	53 658
Sorties de l'aide	19 369	3 576	22 945

**SOURCE :** DGSPS

**COLLABORATION :** DGGAP-DAIG

**VALIDATION :** BSMASC

**DATE :** 2023-03-24



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

**Titre :**

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.

**Exposé et statistiques :**

Le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours pour le Programme d'assistance sociale et le Programme de solidarité sociale, pour l'année 2022-2023 :

Année financière	Taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours	
	Programme d'aide sociale	Programme de solidarité sociale
2022-2023 <sup>1</sup>	70,7 %	89,8 %

<sup>1</sup> Données d'avril 2022 à janvier 2023.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction générale des services à la clientèle de l'Est

**VALIDATION :**

**DATE :**



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

**Titre :**

Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.

**Exposé et statistiques :**

Pour chaque demande de révision, le citoyen peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Période de référence : du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 janvier 2023

	Motifs contestés en révision <sup>1</sup>
Motifs <sup>2</sup>	Nombre total
Allocations et ajustements	340
Revenus, gains et avantages	1 774
Statut	791
Obligations du prestataire ou du ministre	1 094
Avoir liquide	392
Prestations spéciales	591
Versement de l'aide	6
Biens	230
Solidarité de la dette	42
Garants défaillants	15
Prestations de base	286
Contribution parentale	121
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	117
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	3
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	210
Mois de la demande (particularités)	386
Motifs - sans droit de contestation	161
Révision médicale	1 497
<b>TOTAL</b>	<b>8 056</b>

<sup>1</sup>Les données sont extraites au 31 janvier 2023.

<sup>2</sup>Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

**SOURCE :** Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :** 10 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

**Titre :**

Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.

**Exposé et statistiques :**

Pour l'année 2022-2023 (1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 janvier 2023), 848 recours ont été déposés au Tribunal administratif du Québec (TAQ).

**Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif**

<b>MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ<sup>1</sup> 2022-2023</b>			
<b>Motifs<sup>2</sup></b>	<b>Nombre de motifs contestés</b>	<b>Nombre de motifs accueillis</b>	<b>Proportion motifs accueillis par le TAQ<sup>3</sup></b>
Allocations et ajustements	80	10	12,5%
Revenus, gains et avantages	619	45	7,3%
Statut	409	55	13,4%
Obligations du prestataire ou du ministre	94	8	8,5%
Avoir liquide	133	18	13,5%
Prestations spéciales	69	15	21,7%
Versement de l'aide	1	0	0,0%
Biens	77	3	3,9%
Solidarité de la dette	43	9	20,9%
Garants défaillants	23	0	0,0%
Prestations de base	33	3	9,1%
Contribution parentale	9	0	0,0%
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	17	3	17,6%
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	N/A
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	16	0	0,0%
Mois de la demande (particularités)	44	3	6,8%
Motifs – sans droit de contestation	27	2	7,4%
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	8	0	0,0%
Révision médicale	244	58	23,8%
<b>Total</b>	<b>1 946</b>	<b>232</b>	<b>11,9%</b>

<sup>1</sup>Les données sont extraites au 31 janvier 2023.

<sup>2</sup>Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Les dossiers accueillis pour hors délai sont exclus. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

<sup>3</sup>La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre de motifs contestés pour ce même motif.

**SOURCE :** Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services / SSGRI

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :** 10 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

**Titre :**

Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.

**Exposé et statistiques :**

**Pour l'année 2022-2023 (au 28 février 2023) :**

**Risque de dénuement total ou risque  
pour la santé ou la sécurité de la personne**

Diminution et suspension de la retenue	1 152
--	-------

**Cas de violence**

Remise de dette - Violence conjugale	5
--------------------------------------	---

**Circonstances exceptionnelles et  
raisons humanitaires**

Suspension des intérêts	801
-------------------------	-----

Annulation des intérêts	11
-------------------------	----

Autres remises de dette totale ou partielle	46
---	----

Suspension du recouvrement	12
----------------------------	----

**Propositions de règlement final**

Remise partielle de la dette	142
------------------------------	-----

<b>TOTAL</b>	<b>2 169</b>
--------------	--------------

**SOURCE :** Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services  
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**VALIDATION:**

**DATE :** 10 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-38

**Titre :**

Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.

**Exposé et statistiques :**

Nouvelles ententes en 2022-2023<sup>1</sup> :

Régions	MFOR – volet Entreprise d'entraînement		Projets de préparation à l'emploi - volets Général et Entreprise d'insertion		Services d'aide à l'emploi		Initiative ciblée pour travailleurs expérimentés	
	Nombre d'ententes	Déboursés <sup>2</sup>	Nombre d'ententes	Déboursés <sup>2</sup>	Nombre d'ententes	Déboursés <sup>2</sup>	Nombre d'ententes	Déboursés <sup>2</sup>
Bas-St-Laurent	3	221 304	13	792 838	100	3 192 682	4	368 338
Saguenay-Lac-St-Jean	1	175 932	8	1 810 887	47	4 340 003	.	.
Capitale-Nationale	1	292 005	10	1 990 035	81	8 943 842	.	.
Mauricie	1	183 240	9	897 073	55	4 702 336	5	372 897
Estrie	.	.	6	1 546 252	82	6 933 632	6	411 794
Montréal	1	724 671	53	18 109 254	172	34 407 434	.	.
Outaouais	1	166 125	9	1 102 081	55	4 705 876	.	.
Abitibi-Témiscamingue	.	.	5	163 553	22	2 597 386	4	289 675
Côte-Nord	.	.	2	248 399	47	1 688 697	.	.
Nord-du-Québec	.	.	2	169 019	8	395 446	.	.
Gaspésie-îles-Madeleine	.	.	1	38 573	54	3 071 076	.	.
Chaudière-Appalaches	1	90 699	5	582 947	85	4 697 502	.	.
Laval	1	237 318	8	2 104 288	27	4 336 859	2	64 533
Lanaudière	1	319 524	9	2 140 908	35	4 454 534	.	.
Laurentides	1	129 548	5	1 117 845	46	10 056 786	2	274 578
Montréal	1	551 040	23	5 004 559	127	17 033 056	8	677 003
Centre-du-Québec	1	206 145	1	142 343	37	3 304 637	2	86 136
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>3 297 551</b>	<b>169</b>	<b>37 960 862</b>	<b>1 080</b>	<b>118 861 791</b>	<b>33</b>	<b>2 544 958</b>

Régions	TOTAL	
	Nombre d'ententes	Déboursés <sup>2</sup>
Bas-St-Laurent	120	4 575 163
Saguenay-Lac-St-Jean	56	6 326 823
Capitale-Nationale	92	11 225 882
Mauricie	70	6 155 547
Estrie	94	8 891 679
Montréal	226	53 241 360
Outaouais	65	5 974 082
Abitibi-Témiscamingue	31	3 050 615
Côte-Nord	49	1 937 097
Nord-du-Québec	10	564 465
Gaspésie-îles-Madeleine	55	3 109 650
Chaudière-Appalaches	91	5 371 149
Laval	38	6 743 000
Lanaudière	45	6 914 966
Laurentides	54	11 578 758
Montréal	159	23 265 659
Centre-du-Québec	41	3 739 261
<b>Total</b>	<b>1 296</b>	<b>162 665 164</b>

<sup>1</sup> Données au 17 février 2023.

<sup>2</sup> Les montants affichés sont tronqués au dollar près. Les totaux par région et pour l'ensemble du Québec sont calculés avant la troncature. La somme des déboursés de toutes les régions peut être légèrement supérieure au total pour l'ensemble du Québec.

**SOURCE :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

**COLLABORATION :** Secteur services à la clientèle

**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :** 22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

**Titre :**

Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

**Exposé et statistiques :**

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2022-2023, est présenté dans le tableau ci-joint :

<b>Participants actifs distincts* ayant bénéficié des services des ressources externes</b>	
	<b>2022-2023 (du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 17 février 2023**)</b>
Ensemble du Québec	112 286
01 - Bas-Saint-Laurent	3 180
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	5 105
03 - Capitale-Nationale	8 990
04 - Mauricie	3 794
05 - Estrie	7 391
06 - Île-de-Montréal	28 253
07 - Outaouais	5 096
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 584
09 - Côte-Nord	2 086
10 - Nord-du-Québec	331
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	4 241
12 - Chaudière-Appalaches	3 724
13 - Laval	7 147
14 - Lanaudière	5 373
15 - Laurentides	8 379
16 - Montérégie	14 928
17 - Centre-du-Québec	3 251

\* Un même participant peut avoir bénéficié d'un service dans plus d'une région.

\*\* Ces données ont été extraites le 17 février 2023.

**SOURCE :** Secteur des services à la clientèle

**COLLABORATION :** Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :** 24 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

**Titre :**

Concernant les centres d'appels :

- a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels pour 2022-2023.
- b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur pour 2022-2023.
- c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique / technologique des centres d'appels pour 2022-2023.
- d) Pour chacun des centres d'appels du MESS et du RQAP :
  - i. Nombre d'appels reçus.
  - ii. Taux de non-réponse.

**Exposé et statistiques :**

**a) Liste des contrats octroyés en 2022-2023**

Fournisseur externe	Montant
Services Conseils SEAO Inc.	51 975,00 \$

**Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d'appels**

Le Ministère a payé un montant de 401 910,03 \$ en 2022-2023.

**b) Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses**

Fournisseurs externes	Montant
Kyndryl Canada ltée	398 952,68 \$
Services-conseils SEAO	22 268,75 \$

**c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels**

Il n'y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose de contrats de service qui prennent en charge ce volet.

**d) Nombre d'appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2023**

Nom du centre d'appels	Nombre d'appels reçus	Taux de non-réponse <sup>1</sup>
Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	1 395 493	1,75 %
Centre administratif de la qualification professionnelle	18 178	0,00 %
Centre d'assistance au placement	20 422	0,01 %
Centre de relations avec la clientèle – Renseignements généraux, emploi et programmes d'aide financière de dernier recours	44 037	0,12 %
Centre de communication avec la clientèle	836 387	21,08 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	313 229	3,46 %
Directeur de l'état civil	267 195	34,8 %
Service d'immatriculation des armes à feu	19 879	0,3 %

**SOURCE :** Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières,  
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**COLLABORATION :** Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du  
développement et partenariats de Services Québec

**DATE :** 2023-03-17

<sup>1</sup> Le taux de non-réponse correspond au pourcentage d'appels qui ne peuvent être acheminés en file, soit parce que la plateforme téléphonique est surchargée au moment où l'appel entre, soit parce que la programmation envisage de rejeter les appels lorsque la file d'attente est plus longue que le seuil prédéterminé.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

**Titre :**

Taux d'absentéisme du personnel.

**Exposé et statistiques :**

Le taux d'absentéisme maladie rémunérée<sup>1</sup> au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale<sup>2</sup> pour les 9 premiers mois de 2022-2023 est de 5,82 %.

<sup>1</sup> Comprend les absences en maladie (code 120) et en assurance salaire (codes 246 et 248).

<sup>2</sup> Source de données : Tableau de bord en gestion de l'invalidité du SCT du 3<sup>e</sup> trimestre de 2022-2023. Les données ne sont pas disponibles distinctement pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et pour le ministère du Travail.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-42**

**Titre :**

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.

**Exposé et statistiques :**

Aucun document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti, n'a été produit en 2022-2023.

**SOURCE :** Direction de la recherche (DGGAP)

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 13 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

**Titre :**

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatre dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Le projet de transformation des centres locaux d'emploi en bureaux de Services Québec s'est terminé en 2021. Toutefois, deux bureaux, dont le statut est particulier, sont toujours identifiés comme des centres locaux d'emploi.

Il s'agit du centre local d'emploi de Kuujjuaq et du centre local d'emploi d'Inukjuak qui sont localisés dans la région Nord-du-Québec. Ils font l'objet d'une entente avec l'Administration régionale Kativik, en vertu de la Loi sur les villages nordiques. Aucune information sur les effectifs n'est disponible puisque ceux-ci ne sont pas rémunérés par le Ministère.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** SSC

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-47**

**Titre :**

Pour l'année 2022-2023 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

L'entente a accordé un montant de 75 M\$ au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2022-2023.

**SOURCE :** Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**DATE :** 20 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

**Titre :**

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

**Exposé et statistiques :**

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a des contacts constants avec des représentants des communautés autochtones par l'entremise notamment du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail (CCPNIMT), rattaché à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), et des comités mixtes régionaux ou des instances y faisant office.

Ces comités mixtes régionaux, dont la composition et la présidence sont conjointes MESS-organisations autochtones, constituent une instance de consultation et de concertation dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit. Cette stratégie a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT et a été lancée le 13 juin 2017.

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'Administration régionale Kativik, du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et du développement durable de la nation algonquine, du Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de la Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Conseil de la Nation Atikamekw, du Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale action communautaire et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Y siègent aussi, comme membres observateurs, des représentants du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de Service Canada, du ministère de l'Enseignement supérieur et du MESS.

Consultations auprès du CCPNIMT (coordination) :

- a) Ces consultations permettent d'élaborer un tableau de bord stratégique sur les clientèles éloignées du marché du travail.
- b) En ligne.
- c) Entre avril 2021 et février 2022.
- d) CCPNIMT (représentants et observateurs des groupes ci-dessus mentionnés).
- e) Les consultations permettent de prendre en considération l'avis du CCPNIMT concernant les besoins des Premières Nations et des Inuit en matière de services publics d'emploi.
- f) Sans objet.

Le CCPNIMT a été consulté en août 2022 en prévision de la planification stratégique du MESS.

Dans le cadre du renouvellement du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit, des travaux seront lancés au printemps 2023 par le MESS, avec la collaboration du CCPNIMT, pour l'élaboration du Plan d'action 2024-2029.

**SOURCE :** Direction des politiques de l'emploi et des stratégies

**COLLABORATIONS :** Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle  
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

**Titre :**

Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.

**Exposé et statistiques :**

Tous les programmes existants en 2022-2023 ont été reconduits en 2023-2024 et les crédits afférents ont été alloués au Ministère, à l'exception des programmes suivants :

Programmes	Dépense prévue aux crédits 2022-2023 (k\$)	Dépense prévue aux crédits 2023-2024 (k\$)	Réduction (k\$)	Commentaires
Fonds québécois d'initiatives sociales	17 027,3	11 967,8	5 059,5	Fin de certaines mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023
Fonds de développement du marché du travail	998 284,6	937 119,2	61 165,4	Fin de certaines mesures annoncées au Plan budgétaire 2021-2022 (55,9 M\$) et diminution des contributions du Canada dans le cadre de l'Entente sur le développement du marché du travail (5,3 M\$)
Office de la sécurité économique des chasseurs cris	31 999,2	31 134,9	864,3	Diminution de la clientèle
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail	13 000,0	-	13 000,0	Transfert au ministère du Travail à la suite de la scission du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-16

3RP50\_03-24\_BSM.doc



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-51**

**Titre :**

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2023-2024.

**SOURCE :** DGRFC-DEBF-SEB

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-03-15

3RP51\_03-24\_BSM.doc



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

**Titre :**

Bilan des investissements 2022-2023, par orientation et initiative, de *La solidarité : une richesse pour le Québec*. Prévion pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

*La solidarité : une richesse pour le Québec* 2013-2017 n'a pas été renouvelée.

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**DATE :** 15 mars



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

### **Titre :**

Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes :

- a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
- b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
- c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

### **Exposé et statistiques :**

**a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi**

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

**b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC**

Cette donnée n'est pas disponible au MESS.

**c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi**

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

**d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi**

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

**e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi**

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

**f) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi**

Il n'y a pas de programme d'assurance-emploi au MESS.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**VALIDATION :**

**DATE :** 9 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

**Titre :**

Concernant les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- a. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
- b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

**Exposé et statistiques :**

- a. Niveau de référence vers les carrefours jeunesse-emploi (CJE) :

Services Québec s'est engagé auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus par des mesures actives d'emploi offertes par les CJE.

- b. Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE :

Les services financés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

**SOURCE :**

Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

**VALIDATION :**

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**DATE :**

22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-55

**Titre :**

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

- Les montants versés aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2022-2023 proviennent :
  - du Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi, administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
  - des ententes de soutien financier en employabilité conclues avec les directions régionales de Services Québec dans le cadre des mesures actives d'emploi du Secteur Emploi-Québec.
- Consulter le tableau en annexe pour les sommes versées par CJE et par région pour 2022-2023.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :** Direction des ressources externes du placement et des mandats spéciaux  
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire  
Direction de l'analyse et information de gestion

Service des opérations financières (section PSCJE seulement)

**VALIDATION:** Service de l'expertise budgétaire (section PSCJE seulement)

**DATE :** 29 mars 202



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2022-2023 et prévision pour 2023-2024

Région	Nom de l'organisme	Déboursés Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse-emploi (au 28 février 2023)	Déboursés Ententes en employabilité (au 17 février 2023)	Total
01 - Bas-Saint-Laurent	Atelier de travail jeunesse 01	354 039 \$	784 420 \$	1 138 459 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	298 708 \$	150 422 \$	449 130 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	296 161 \$	138 870 \$	435 031 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi région Matane	300 732 \$	223 448 \$	524 180 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Projection 16-35	300 163 \$	152 871 \$	453 034 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	295 503 \$	321 971 \$	617 474 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Univers Emploi	166 714 \$	1 127 042 \$	1 293 756 \$
<b>Total 01 - Bas-Saint-Laurent</b>		<b>2 012 020 \$</b>	<b>2 899 044 \$</b>	<b>4 911 064 \$</b>
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi des Bleuets	353 763 \$	809 755 \$	1 163 518 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi Saguenay	635 328 \$	731 175 \$	1 366 503 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La Bivoie	231 932 \$	777 486 \$	1 009 418 \$
<b>Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean</b>		<b>1 221 023 \$</b>	<b>2 318 416 \$</b>	<b>3 539 439 \$</b>
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Charlesbourg-Chauve	430 079 \$	295 911 \$	725 990 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	412 972 \$	271 400 \$	684 372 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de la Capitale Nationa	523 177 \$	352 910 \$	876 087 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	245 019 \$	513 817 \$	758 836 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Montmorency	298 176 \$	470 869 \$	769 045 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre de formation Option-travail Ste-foy	514 770 \$	854 850 \$	1 369 620 \$
03 - Capitale-Nationale	Les Services de main-d'oeuvre l'Appui	200 000 \$	1 181 369 \$	1 381 369 \$
<b>Total 03 - Capitale-Nationale</b>		<b>2 624 193 \$</b>	<b>3 941 126 \$</b>	<b>6 565 319 \$</b>
04 - Mauricie	Carrefour Emploi Haut-St-Maurice	291 015 \$	336 230 \$	627 245 \$
04 - Mauricie	Carrefour emploi Mékinac	143 680 \$	167 971 \$	311 651 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi de Shawinigan	364 267 \$	502 248 \$	866 515 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi MRC de Maskinongé	303 257 \$	267 691 \$	570 948 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi Trois-Rivières/MRC d	495 748 \$	1 117 406 \$	1 613 154 \$
<b>Total 04 - Mauricie</b>		<b>1 597 967 \$</b>	<b>2 391 546 \$</b>	<b>3 989 513 \$</b>
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	315 049 \$	279 767 \$	594 816 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de Coatico	275 227 \$	132 617 \$	407 844 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke	506 349 \$	586 922 \$	1 093 271 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi des Cantons de l'Est	474 852 \$	698 698 \$	1 173 550 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du comté de Richmor	241 703 \$	470 505 \$	712 208 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-Franço	226 152 \$	228 659 \$	454 811 \$
05 - Estrie	Intro-travail et Carrefour jeunesse-emploi du Gra	301 520 \$	539 041 \$	840 561 \$
<b>Total 05 - Estrie</b>		<b>2 340 852 \$</b>	<b>2 936 209 \$</b>	<b>5 277 061 \$</b>
06 - Montréal	Conseillers en développement de la Main-d'oeu	457 111 \$	1 201 640 \$	1 658 751 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux-Ci	471 099 \$	567 669 \$	1 038 768 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Anjou/Saint-Justin	335 249 \$	286 000 \$	621 249 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord	491 904 \$	426 531 \$	918 435 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges	245 230 \$	540 421 \$	785 651 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest de l'île	634 774 \$	634 055 \$	1 268 829 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Marquette	357 029 \$	334 893 \$	691 922 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairie	179 384 \$	266 645 \$	446 029 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Verdun	374 027 \$	571 567 \$	945 594 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Hochelaga-Maisonne	341 250 \$	435 908 \$	777 158 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	403 383 \$	400 235 \$	803 618 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâc	442 328 \$	869 918 \$	1 312 246 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Laurent	370 567 \$	496 495 \$	867 062 \$
06 - Montréal	Centre Horizon Carrière	226 108 \$	846 279 \$	1 072 387 \$
06 - Montréal	Destination Travail du Sud-Ouest de l'île de Mon	364 716 \$	780 910 \$	1 145 626 \$
06 - Montréal	Groupe Conseil Saint-Denis	480 336 \$	1 371 462 \$	1 851 798 \$
06 - Montréal	Programme d'information sur le travail et la rech	403 151 \$	690 141 \$	1 093 292 \$
06 - Montréal	Regroupement économique et Social du Sud-Ou	378 645 \$	1 331 971 \$	1 710 616 \$
06 - Montréal	Rond-Point jeunesse au travail	245 017 \$	910 562 \$	1 155 579 \$
06 - Montréal	Service d'aide à l'emploi de l'Est	175 323 \$	1 186 688 \$	1 362 011 \$
<b>Total 06 - Montréal</b>		<b>7 376 629 \$</b>	<b>14 149 990 \$</b>	<b>21 526 619 \$</b>
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de la Vallée-de-la-Gat	298 200 \$	351 931 \$	650 131 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	660 156 \$	1 414 744 \$	2 074 900 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi Papineau	393 863 \$	236 239 \$	630 102 \$
07 - Outaouais	Centre de services pour l'économie et l'emploi d	279 483 \$	162 148 \$	441 631 \$
07 - Outaouais	Le Club de recherche d'emplois du Pontiac	320 909 \$	653 928 \$	974 837 \$
<b>Total 07 - Outaouais</b>		<b>1 952 611 \$</b>	<b>2 818 990 \$</b>	<b>4 771 601 \$</b>
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	334 035 \$	509 050 \$	843 085 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Ouest	299 773 \$	313 341 \$	613 114 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi du Témiscamingue	270 323 \$	225 036 \$	495 359 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscar	299 220 \$	441 162 \$	740 382 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-région	252 073 \$	335 758 \$	587 831 \$
<b>Total 08 - Abitibi-Témiscamingue</b>		<b>1 455 424 \$</b>	<b>1 824 347 \$</b>	<b>3 279 771 \$</b>
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Duplessis	345 805 \$	240 284 \$	586 089 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de La Haute-Côte-Noi	142 616 \$	63 878 \$	206 494 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan	158 151 \$	173 336 \$	331 487 \$

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2022-2023 et prévision pour 2023-2024

Région	Nom de l'organisme	Déboursés Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi (au 28 février 2023)	Déboursés Ententes en employabilité (au 17 février 2023)	Total
<b>Total 09 - Côte-Nord</b>		<b>646 572 \$</b>	<b>477 498 \$</b>	<b>1 124 070 \$</b>
10 - Nord-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	378 727 \$	207 555 \$	586 282 \$
<b>Total 10 - Nord-du-Québec</b>		<b>378 727 \$</b>	<b>207 555 \$</b>	<b>586 282 \$</b>
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Action Travail Chaleurs	317 769 \$	412 052 \$	729 821 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de la Côte-	277 900 \$	156 663 \$	434 563 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	143 541 \$	102 178 \$	245 719 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour Jeunesse-Emploi et Option Emploi du I	294 581 \$	790 831 \$	1 085 412 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi Haute-Gaspésie	239 160 \$	213 429 \$	452 589 \$
<b>Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine</b>		<b>1 272 951 \$</b>	<b>1 675 153 \$</b>	<b>2 948 104 \$</b>
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour emploi Lotbinière	314 652 \$	162 722 \$	477 374 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Nord	342 576 \$	156 852 \$	499 428 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	358 527 \$	284 015 \$	642 542 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac	224 051 \$	307 926 \$	531 977 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de L'Islet	244 529 \$	166 231 \$	410 760 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE M	267 535 \$	155 274 \$	422 809 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi Les Etchemins	283 006 \$	103 979 \$	386 985 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	229 939 \$	164 404 \$	394 343 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Trajectoire-emploi	379 028 \$	747 369 \$	1 126 397 \$
<b>Total 12 - Chaudière-Appalaches</b>		<b>2 643 843 \$</b>	<b>2 248 772 \$</b>	<b>4 892 615 \$</b>
13 - Laval	Carrefour jeunesse-emploi de Laval	951 146 \$	1 382 705 \$	2 333 851 \$
<b>Total 13 - Laval</b>		<b>951 146 \$</b>	<b>1 382 705 \$</b>	<b>2 333 851 \$</b>
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de D'Autray-Joliette	431 075 \$	852 877 \$	1 283 952 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm	346 383 \$	365 349 \$	711 732 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi des Moulins	500 461 \$	763 861 \$	1 264 322 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption	453 364 \$	492 205 \$	945 569 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	345 004 \$	286 631 \$	631 635 \$
<b>Total 14 - Lanaudière</b>		<b>2 076 287 \$</b>	<b>2 760 923 \$</b>	<b>4 837 210 \$</b>
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi d'Argenteuil	223 179 \$	381 735 \$	604 914 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC des Laurei	237 458 \$	437 142 \$	674 600 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Deux-Mon	145 853 \$	453 468 \$	599 321 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de Mirabel	200 000 \$	339 386 \$	539 386 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi des Pays-d'en-Haut	200 000 \$	310 320 \$	510 320 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Nord	456 248 \$	888 980 \$	1 345 228 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-De Blainville	506 455 \$	810 955 \$	1 317 410 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	322 227 \$	1 401 536 \$	1 723 763 \$
<b>Total 15 - Laurentides</b>		<b>2 291 420 \$</b>	<b>5 023 522 \$</b>	<b>7 314 942 \$</b>
16 - Montérégie	Alliance Carrière Travail	197 860 \$	2 214 183 \$	2 412 043 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comté Johnson	348 151 \$	365 947 \$	714 098 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Beauharnois-Salaberr	317 307 \$	451 147 \$	768 454 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comtés Iberville/St-Je	505 143 \$	1 332 065 \$	1 837 208 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi de Pierre-De Saurel	344 853 \$	457 899 \$	802 752 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi La Prairie	291 115 \$	433 167 \$	724 282 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Marguerite-d'Youville	427 036 \$	510 042 \$	937 078 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Hubert	394 571 \$	398 927 \$	793 498 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Soulanges	290 063 \$	608 403 \$	898 466 \$
16 - Montérégie	Espace carrière	382 786 \$	1 409 566 \$	1 792 352 \$
16 - Montérégie	Espace Pivot	334 484 \$	370 914 \$	705 398 \$
16 - Montérégie	Intégration compétences	506 169 \$	729 742 \$	1 235 911 \$
16 - Montérégie	Place à l'emploi	470 462 \$	2 771 683 \$	3 242 145 \$
16 - Montérégie	Post Script Jeunesse	731 329 \$	2 226 335 \$	2 957 664 \$
<b>Total 16 - Montérégie</b>		<b>5 541 329 \$</b>	<b>14 280 020 \$</b>	<b>19 821 349 \$</b>
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska	348 600 \$	268 558 \$	617 158 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Bécan	344 913 \$	265 705 \$	610 618 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Drummond	390 452 \$	552 485 \$	942 937 \$
17 - Centre-du-Québec	Impact Emploi de l'Érable	300 163 \$	275 048 \$	575 211 \$
<b>Total 17 - Centre-du-Québec</b>		<b>1 384 128 \$</b>	<b>1 361 796 \$</b>	<b>2 745 924 \$</b>
<b>Total général</b>		<b>37 767 120 \$</b>	<b>62 697 612 \$</b>	<b>100 464 732 \$</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

**Titre :**

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années ; fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 8 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

**Titre :**

Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de programme de sécurité du revenu au Ministère.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION:**  
**DATE :** 30 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-58**

**Titre :**

Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2016 à 2023 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de programme de sécurité du revenu au MESS.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-59**

**Titre :**

Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Les prestations d'assurance-emploi sont offertes dans le cadre du régime d'assurance-emploi qui est de responsabilité fédérale.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 21 mars 2023

3RP59\_03-23\_BSM.doc



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60

**Titre :**

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024, concernant :

- a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;
- b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;
- c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;
- d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;
- e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;
- g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;
- i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;
- j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;
- k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :
  - i. État de santé;
  - ii. État de grossesse;
  - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
  - iv. Critère de 55 ans;
  - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
  - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.
- l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
- m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
- n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
- o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;
- p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
- q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
- r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées en 2019 à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
- s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments depuis 2012 ; fournir les prévisions pour 2023-2024;
- t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
- u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée depuis 2012; fournir les prévisions pour 2023-2024;
- v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générées au

cours des cinq dernières années; fournir les prévisions 2023-2024;  
w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de programme d'assurance-emploi au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 22 mars 2023

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-61

**Titre :**

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour cinq dernières années, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 janvier 2023, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la direction régionale de Service Québec de la Capitale-Nationale, a reçu 7 239 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

**SOURCE :** DRSQCN – DGSCE  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** BSMASC  
**DATE :** 2023-03-24



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-62

**Titre :**

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée depuis 2014, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 janvier 2023, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a refusé 4 854 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi. De ce nombre, 3 739 demandes se sont toutefois vu octroyer des contraintes temporaires à l'emploi.

**SOURCE :** DRSQCN - DGSCE

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** BSMASC

**DATE :** 2023-03-24



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-63

**Titre :**

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi, 2022-2023 et pour les cinq années précédentes.

**Exposé et statistiques :**

Le délai moyen pour l'année en cours (2022-2023) est de 16,6 jours. Ce qui représente une diminution du délai de traitement de 21,5 jours comparé à l'an dernier (38,1 jours).

Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'information supplémentaire.

**SOURCE :** DRSQCN-DGSCE  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** BSMASC  
**DATE :** 2023-03-24



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-64

**Titre :**

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 janvier 2023, quatre personnes ont vu leurs contraintes sévères à l'emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

**SOURCE :** Direction générale des recours et de la qualité des services  
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**VALIDATION :**

**DATE :** 10 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66

### Titre :

Pour les cinq dernières années :

- a. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- b. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- c. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
- d. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- e. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
- f. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- g. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- h. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- i. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- j. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- k. Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- l. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- m. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
- n. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

### Exposé et statistiques :

#### Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2022-2023 (d'avril 2022 à décembre 2022 <sup>1</sup> )	263

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

#### Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2023	1 410	217

#### Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2023	2 831	1 335 892 \$	4 669	7 500

**Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?**

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000\$
janvier 2023	0

**Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?**

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000\$
janvier 2023	0

**Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?**

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000\$
janvier 2023	0

**Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?**

	Prestataires sans logement <sup>1</sup> recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2023	15

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

**Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?**

	Prestataires avec logement <sup>1</sup> recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2023	783

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

**Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?**

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2023	0

**Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?**

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2023	1 819

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l'assistance sociale ne sont pas nécessairement admis à l'aide.

**Combien de personnes sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?**

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2023	7 748

**Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?**

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2023	2 640

**Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.**

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l'emploi de même que le montant prélevé<sup>1</sup> de leur prestation du fait qu'ils soient en couple. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d'assistance sociale (les ajustements pour enfants, les prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

	Janvier 2023		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé <sup>2</sup>	Montant moyen prélevé <sup>2</sup> par ménage
<b>Région<sup>1</sup></b>			
01 - Bas-Saint-Laurent	69	25 737,00 \$	373,00 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	66	24 618,00 \$	373,00 \$
03 - Capitale-Nationale	245	91 385,00 \$	373,00 \$
04 - Mauricie	163	60 799,00 \$	373,00 \$
05 - Estrie	312	116 376,00 \$	373,00 \$
06 - Montréal	6 319	2 356 987,00 \$	373,00 \$
07 - Outaouais	290	108 170,00 \$	373,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	40	14 920,00 \$	373,00 \$
09 - Côte-Nord	19	7 087,00 \$	373,00 \$
10 - Nord-du-Québec	30	11 190,00 \$	373,00 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	38	14 174,00 \$	373,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	110	41 030,00 \$	373,00 \$
13 - Laval	430	160 390,00 \$	373,00 \$
14 - Lanaudière	213	79 449,00 \$	373,00 \$
15 - Laurentides	250	93 250,00 \$	373,00 \$
16 - Montérégie	953	355 469,00 \$	373,00 \$
17 - Centre-du-Québec	186	69 378,00 \$	373,00 \$
Région inconnue	7	2 611,00 \$	373,00 \$
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>9 740</b>	<b>3 633 020,00 \$</b>	<b>373,00 \$</b>

1. Région selon les BSQ de proximité.
2. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes multipliée par 2 ( $770 \$ \times 2 = 1\,540 \$$  en janvier 2023) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes ( $1\,167 \$$  en janvier 2023).

**Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.**

Cette information n'est pas colligée par le Ministère.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION:**  
**DATE :** 9 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-67**

**Titre :**

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.

**Exposé et statistiques :**

Le Ministère a réalisé et rendu public sur son site Internet l'analyse d'impact des six mesures réglementaires :

[http://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD\\_Impacts\\_6mesures\\_reglementaires2015.pdf](http://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf)

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-68

**Titre :**

Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 (et prévision pour 2023-2024) par le ministère, et ce, par mesure?

**Exposé et statistiques :**

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
  - o Économies réalisées en 2022-2023 (au 31 janvier 2023) : 986 k\$.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
  - o Économies réalisées en 2022-2023 (au 31 janvier 2023) : 7 146 k\$.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
  - o Économies réalisées en 2022-2023<sup>1</sup> (au 31 décembre 2022) : 202 k\$.
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
  - o Économies réalisées en 2022-2023 (au 31 janvier 2023) : 0 k\$.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
  - o Économies réalisées en 2022-2023 (au 31 janvier 2023) : 556 k\$.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
  - o Économies réalisées en 2022-2023 (au 31 janvier 2023) : 1 770 k\$.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion

**VALIDATION :**

**DATE :** 23 mars 2023

<sup>1</sup> Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont disponibles uniquement trimestriellement.  
3RP68\_03-29\_BSM.doc



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-69

**Titre :**

Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

**Exposé et statistiques :**

Les données pour la période d'avril 2022 à janvier 2023 sont présentées dans le document en annexe.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 23 mars 2023



**Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical  
au total période, selon la région et le type de transport<sup>1</sup>**

**- avril 2022 à janvier 2023 -  
- Assistance sociale -**

Région <sup>2</sup>	Type de transport																	
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole			
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant		
01 - Bas-Saint-Laurent	729	80 344,32 \$	27	50 338,75 \$	556	146 559,69 \$	322	133 840,91 \$	X	X	X	41	11 580,24 \$	332	156 165,00 \$			
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	258	25 041,69 \$	26	10 866,93 \$	824	201 568,90 \$	77	18 219,09 \$	X	X	X	60	25 997,74 \$	285	163 746,64 \$			
03 - Capitale-Nationale	213	32 244,04 \$	86	177 558,23 \$	1 794	484 994,05 \$	463	105 298,63 \$	X	X	X	19	3 835,39 \$	237	117 517,26 \$			
04 - Mauricie	448	47 667,48 \$	204	333 842,42 \$	1 122	285 764,59 \$	292	84 978,62 \$	X	X	X	20	6 656,47 \$	143	81 937,00 \$			
05 - Estrie	581	79 190,97 \$	92	112 901,74 \$	1 413	369 464,48 \$	643	329 718,11 \$	X	X	X	59	10 209,78 \$	395	128 076,64 \$			
06 - Montréal	87	7 284,11 \$	218	361 905,93 \$	268	55 465,72 \$	2 720	1 398 756,62 \$	X	X	X	7 110	1 813 810,73 \$	11	2 063,05 \$			
07 - Outaouais	227	34 110,14 \$	X	X	1 021	258 003,91 \$	164	40 857,71 \$	X	X	X	71	397 957,65 \$	490	515 255,16 \$			
08 - Abitibi-Témiscamingue	359	41 633,43 \$	27	10 069,02 \$	361	85 866,40 \$	28	7 334,76 \$	X	X	X	55	21 736,54 \$	70	26 914,70 \$			
09 - Côte-Nord	139	28 919,28 \$	33	23 150,12 \$	143	36 983,50 \$	19	5 101,63 \$	X	X	X	16	4 668,59 \$	49	16 034,79 \$			
10 - Nord-du-Québec	41	6 554,51 \$	X	X	23	5 368,72 \$	X	X	X	X	X	32	5 656,85 \$	X	X			
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	514	70 925,91 \$	53	8 235,52 \$	258	64 265,25 \$	54	14 688,34 \$	X	X	X	86	41 271,92 \$	153	65 353,38 \$			
12 - Chaudière-Appalaches	563	60 112,06 \$	35	8 126,81 \$	763	209 314,93 \$	200	62 963,25 \$	X	X	X	430	329 320,50 \$	328	142 697,34 \$			
13 - Laval	44	4 320,34 \$	32	78 270,31 \$	39	6 244,21 \$	386	196 681,69 \$	X	X	X	113	44 251,73 \$	13	5 694,43 \$			
14 - Lanaudière	396	61 129,50 \$	69	97 536,05 \$	707	159 718,34 \$	287	120 042,21 \$	X	X	X	81	18 848,11 \$	542	126 493,59 \$			
15 - Laurentides	453	97 427,38 \$	236	483 545,39 \$	1 314	331 318,13 \$	477	233 016,09 \$	X	X	X	92	20 821,43 \$	316	217 446,76 \$			
16 - Montérégie	496	64 112,95 \$	428	999 043,07 \$	2 442	619 482,62 \$	746	361 269,23 \$	X	X	X	199	42 786,06 \$	509	145 008,14 \$			
17 - Centre-du-Québec	536	91 552,90 \$	68	237 792,83 \$	565	136 619,89 \$	158	58 029,39 \$	X	X	X	18	3 721,78 \$	200	108 814,36 \$			
Région inconnue	X	X	X	X	22	5 981,00 \$	11	4 051,99 \$	X	X	X	X	X	X	X			

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.  
2. Région selon les BSQ de proximité.

**Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical**  
**au total de la période et des régions, selon le type de transport<sup>1</sup>**  
**- avril 2022 à janvier 2023 -**  
**- Assistance sociale -**

		Type de transport															
		9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
		Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant												
<b>Période</b>																	
<b>Total</b>	6 062	832 730,87 \$	1 635	2 997 198,98 \$	13 489	3 462 984,48 \$	7 003	3 175 090,31 \$	X	X	8 309	2 105 053,83 \$	2 090	1 484 424,75 \$	4 061	2 021 649,77 \$	

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatèle publique de même que les prestataires hébergés.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-70**

**Titre :**

Fournir tous les documents, notes ou estimations relatifs au coût du « droit à l'amour ».

**Exposé et statistiques :**

Aucun document disponible sur le sujet.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-79

### **Titre :**

Pour chacun des programmes, préciser :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2023-2024;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

### **Exposé et statistiques :**

**A et C :** Voir les tableaux en annexe.

### **B : Politique et critères d'attribution des subventions**

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes en vigueur en 2022-2023.

### **Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole**

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les cinq volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au MESS<sup>1</sup>;
- Soutien financier en subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques
- Recherches et études ;
- Soutien à la gouvernance

### ***Promotion des droits***

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du MESS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux tels que les frais d'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie ou à l'internet, le matériel de bureau ou les infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à l'exercice des droits et la défense collective des droits, à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole ainsi que les frais liés à l'éducation populaire.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées par le MESS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;

- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

### ***Organismes multisectoriels confiés au MESS***

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le MESS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

### ***Soutien financier en subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques***

Les objectifs sont de :

- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à structurer son secteur d'activité. Il peut s'agir de mise en place de plan d'action, de stratégie gouvernementale, d'analyse ou de toutes autres mesures prévues par le ministère;
- confier la gestion à un organisme communautaire ayant reçu un mandat formel du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à soutenir le développement de l'action communautaire et bénévole. Ces mesures visent le développement d'actions structurantes pour l'action communautaire et l'action bénévole dans son ensemble. Il peut s'agir de mesures favorisant la rétention de la main-d'œuvre, le maintien en emploi, l'amélioration des conditions de travail ou de toutes autres mesures prévues par le ministère, et ce dans le respect de leur autonomie.

En plus de satisfaire aux critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Ou encore, être un organisme communautaire ayant reçu un mandat formel du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole visant à soutenir le développement de l'action communautaire et bénévole.

### ***Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale***

L'objectif est de contribuer à la réalisation des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, par des études, des recherches et des sondages.

Sont admissibles les organismes communautaires, les centres de recherches ou institutions qui œuvrent dans le champ de la recherche en action communautaire et en action bénévole.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Selon les disponibilités budgétaires, la demande est amorcée par le MESS. Ainsi il n'y a pas de date limite.

### ***Soutien à la gouvernance***

L'objectif vise à soutenir, de façon ponctuelle, des organismes communautaires financés pour leur mission globale dans le cadre de ce programme, ayant des besoins particuliers en lien avec l'amélioration de leur gestion ou de leur reddition de comptes, et ce, dans le respect des pratiques propres à l'action communautaire autonome.

### **Fonds québécois d'initiatives sociales**

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires

de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;

- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock-out).

### **Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire**

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à favoriser le développement social local, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en offrant du soutien à la mission globale aux CDC.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux tels que les frais liés à l'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie ou à l'internet, le matériel de bureau ou les infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- respecter l'ensemble des clauses inscrites à la convention de subvention.

### **Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires**

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets ponctuels de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole. Il vise également à soutenir la réalisation des projets ponctuels dans les deux champs d'action du Ministère, soit l'emploi et la solidarité sociale.

Le PSISC comporte deux volets.

Le volet Action communautaire et action bénévole vise à permettre aux organismes communautaires d'évaluer leurs interventions et de développer les connaissances et les méthodes d'intervention de l'action communautaire autonome et de l'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à soutenir la réalisation de projets ponctuels qui permettront l'atteinte des objectifs suivants :

- contribuer au développement de méthodes et approches d'intervention vouées à accroître l'inclusion sociale ainsi qu'à maintenir et à améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu;
- favoriser de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, de maintien en emploi des personnes éloignées du marché du travail ou des personnes sous-représentées sur le marché du travail;

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MESS.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par projet et par année financière, sans toutefois excéder 90% du total des dépenses admissibles directement reliées au projet.

## **Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi**

Le Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE) vise à soutenir et consolider financièrement les carrefours jeunesse-emploi (CJE), dont la mission principale est d'accompagner et de guider les jeunes de 16 à 35 ans dans leur démarche d'insertion sociale et économique, au travers des actions suivantes :

- Répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes âgés majoritairement de 16 à 35 ans afin qu'ils réalisent leur potentiel et qu'ils participent pleinement à la société;
- Accompagner les jeunes vers leur intégration sociale, citoyenne et économique, notamment grâce à un accueil universel;
- Mettre en œuvre le plan d'action local, qui doit inclure les quatre axes d'intervention prioritaires suivants :
  - Insertion socioprofessionnelle durable
  - Réussite éducative pour tous
  - Autonomie, accès à la santé et les services sociaux
  - Écocitoyenneté
- Mobiliser et animer les partenaires du milieu autour des enjeux des jeunes de ces mêmes territoires.

Pour être admissible à ce programme, le CJE doit :

- Œuvrer dans le champ de l'action communautaire;
- Répondre aux critères qui s'appliquent aux organismes d'action communautaire du Cadre de référence en matière d'action communautaire définissant les organismes d'action communautaire;
- Avoir une mission principale qui s'inscrit dans les volets d'action des CJE, tel que décrit ci-haut;
- Ne pas couvrir un territoire qui est actuellement couvert par un CJE.

Le soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale du CJE. Le soutien financier de base est déterminé par le territoire couvert par la mission de l'organisme, soit local ou régional, ainsi que par le nombre de jeunes par territoire.

Les coûts admissibles sont les frais généraux tels que les frais d'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie, au matériel de bureau et aux infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme, les frais rattachés aux volets de la mission sociale des CJE qui visent l'amélioration des conditions de vie des jeunes de 16 à 35 ans, les frais d'activités reliés à la mise en œuvre du plan d'action local, les frais liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation, au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole et les frais liés à l'éducation populaire.

Également, les CJE peuvent recevoir des subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques. Ce soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur la base des dépenses admissibles et nécessaires à la réalisation de ces activités.

Les dépenses admissibles sont les suivantes :

- les dépenses nécessaires et directement reliées à la réalisation des activités spécifiques telles que les frais de déplacement, les honoraires professionnels et le matériel nécessaire à la réalisation des activités;
- le salaire des ressources humaines directement reliées à la réalisation des activités spécifiques, pourvu que les salaires correspondent à ceux habituellement versés par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables.

## **Programme Soutien à l'action bénévole**

Le Programme Soutien à l'action bénévole (SAB) vise à favoriser l'action bénévole locale en soutenant financièrement les organismes admissibles dans leurs efforts pour combler les besoins en matière d'activités communautaires, de loisir, de sport, d'activités physiques, d'infrastructures ainsi que d'équipements légers.

Les organismes admissibles sont :

- les organismes à but non lucratif;
- les organismes scolaires;
- les municipalités du Québec;
- les municipalités de villages nordiques;
- les conseils de bande;
- les coopératives;
- les associations.

De plus, ces organismes doivent être immatriculés auprès du Registraire des entreprises du Québec (REQ).

Les organismes non admissibles sont les organismes non immatriculés au REQ ou immatriculés sous la forme juridique :

- d'une personne physique;
- autre regroupement;
- d'une entreprise individuelle;
- d'une compagnie;
- d'une société par actions;
- d'une société en nom collectif;
- d'une société en commandite;
- d'une société en participation;
- d'un syndicat de copropriété;
- d'un groupement de personnes;
- d'une fiducie exploitant une entreprise à caractère commercial;
- ou tout autre organisme ne correspondant pas aux organismes admissibles.

Projets admissibles :

Tout projet relatif à des activités en matière communautaire, de loisir, de sport, d'activités physiques, d'infrastructure ou à l'achat d'équipements légers est admissible. Les projets doivent contribuer au développement local et respecter l'esprit des interventions gouvernementales en loisir, en sport, en activités physiques et en matière d'activités communautaires.

Projets non admissibles :

La subvention octroyée ne doit pas permettre aux membres du bureau de circonscription ou à son député(e) d'en retirer un avantage. À titre d'exemple, voici des projets non admissibles :

- l'achat de billets pour un souper-bénéfice;
- l'inscription à des conférences;
- la participation à un tournoi de golf;
- une demande faisant la promotion du Canada;
- une demande faisant la promotion de la séparation du Québec;
- les activités de financement visant essentiellement la promotion sont inadmissibles dans le cadre du Programme;
- salaire;
- ameublement.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales  
**COLLABORATION :** Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire  
**VALIDATION :** Direction des opérations financières et contractuelles  
**DATE :** 2023-04-05

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

		2022-2023		
Région	Circonscription	Organisme	Volet	Déboursé 28 février 2023
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	108 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	92 100 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	92 100 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	PDD	108 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	108 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	92 100 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Comité logement Bas-Saint-Laurent	PDD	108 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	98 853 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	92 100 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	92 100 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-du-Loup inc.	PDD	92 100 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	106 004 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	108 000 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	108 000 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Loge m'entraide	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	39 178 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dubuc	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Jonquière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Jonquière	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Jonquière	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	108 000 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	108 000 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	108 000 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	108 000 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	52 922 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	92 100 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD	92 100 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

S3RP-79 - ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
03 - Capitale-Nationale	Charlebourg	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlebourg	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlebourg	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	141 651 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlebourg	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Association des grands-parents du Québec	PDD	143 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Chauveau	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	196 147 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	140 010 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Comité logement d'aide de Québec Ouest	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Action-Chômage de Québec	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD	143 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Front commun pour la transition énergétique	PDD	143 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Groupe Alter justice	PDD	143 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	108 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	119 076 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	92 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Nature Québec	PDD	143 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	127 410 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	141 316 \$
03 - Capitale-Nationale	Vanier-Les Rivières	L'action des nouvelles conjointes et nouveaux conjoints du Québec (ANCCQ)	PDD	143 000 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Champlain	Carrefour d'aide aux non-syndiqués inc.	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Champlain	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	92 100 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

		2022-2023		
Région	Circonscription	Organisme	Volet	Déboursé 28 février 2023
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	R.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	92 100 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Info Logis Mauricie	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	141 808 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table action abus âgés Mauricie, inc.	PDD	108 000 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Brome-Missisquoi	Vigilance OGM	PDD	143 000 \$
05 - Estrie	Brome-Missisquoi	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Granby	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	98 411 \$
05 - Estrie	Granby	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Granby	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Orford	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	52 922 \$
05 - Estrie	Orford	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Orford	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Richmond	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Saint-François	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Saint-François	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Saint-François	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Saint-François	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Action-Handicap Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	108 000 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

		2022-2023		
Région	Circonscription	Organisme	Volet	Déboursé 28 février 2023
05 - Estrie	Sherbrooke	Concertation femmes Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	92 100 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Solidarité populaire Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	108 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	108 000 \$
06 - Montréal	Acadie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	PDD	52 922 \$
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Bourget	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Bourget	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Bourget	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	157 883 \$
06 - Montréal	Bourget	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	La ligue des Noirs du Québec	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Projet Genèse	PDD	191 531 \$
06 - Montréal	Gouin	Au bas de l'échelle inc.	PDD	79 986 \$
06 - Montréal	Gouin	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Gouin	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	PDD	143 816 \$
06 - Montréal	Gouin	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	108 000 \$
06 - Montréal	Gouin	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	172 677 \$
06 - Montréal	Gouin	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	108 000 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	108 000 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Coalition des familles LGBT	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelega-Maisonnewe	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Entraide logement Hochelega-Maisonnewe	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Kéroul	PDD	146 606 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Société logique inc.	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonnewe	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	108 000 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

		<b>2022-2023</b>	
<b>Région</b>	<b>Circonscription</b>	<b>Organisme</b>	<b>Volet</b>
			<b>Débourcé</b>
			<b>28 février 2023</b>
06 - Montréal	Hochelega-Maisonneuve	Fondation Émergence inc.	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Jeanne-Mance-Viger	Action dignité de Saint-Léonard	PDD 92 100 \$
06 - Montréal	LaFontaine	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDI)	PDD 92 100 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD 108 770 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association des locataires de Villerey inc.	PDD 96 223 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	BRAS Villerey	PDD 92 100 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Comité d'action de Parc Extension	PDD 92 100 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD 191 692 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	DéPhy Montréal	PDD 143 816 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD 339 697 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des femmes du Québec	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD 61 424 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	La ligue des droits et libertés	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD 108 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Union des consommateurs	PDD 170 871 \$
06 - Montréal	Marquette	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD 52 922 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD 92 100 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	PDD 170 662 \$
06 - Montréal	Mercier	Association des aides familiales du Québec	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD 92 100 \$
06 - Montréal	Mercier	Fondation Rivières	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD 52 922 \$
06 - Montréal	Mercier	Mouvement action justice	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD 143 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD 189 149 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

		2022-2023		
Région	Circonscription	Organisme	Volet	Déboursé 28 février 2023
06 - Montréal	Mercier	Conseil québécois LGBT	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	128 327 \$
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Rosemont	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	39 178 \$
06 - Montréal	Rosemont	Comité de logement Rosemont	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Rosemont	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	157 222 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	166 481 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD	79 986 \$
06 - Montréal	Rosemont	Société québécoise de la déficience intellectuelle	PDD	79 986 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	PDD	79 986 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD	92 390 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	99 824 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	166 098 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	200 707 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	160 254 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie--Saint-Jacques	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	105 637 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	158 378 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Force jeunesse inc.	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	P.O.P.I.R. - Comité Logement	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Saint-Laurent	Comité logement Saint-Laurent	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Verdun	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	209 146 \$
06 - Montréal	Verdun	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Viau	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	92 100 \$
06 - Montréal	Viau	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	221 623 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

S3RP-79 - ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	2022-2023	
			Volet	Déboursé 28 février 2023
06 - Montréal	Viau	Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	108 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Comité chômage de Montréal	PDD	108 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Ex aequo	PDD	196 392 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Piétons Québec	PDD	143 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Trajectoire Québec	PDD	143 000 \$
07 - Outaouais	Chapleau	Logemen'occupe	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	92 100 \$
07 - Outaouais	Hull	Action santé Outaouais	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	108 000 \$
07 - Outaouais	Hull	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	108 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	92 100 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	52 922 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	46 576 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	92 100 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	108 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	108 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	92 100 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	108 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	108 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	108 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	108 000 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	92 100 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Action-Chômage Côte-Nord	PDD	108 000 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	92 100 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	108 000 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	114 011 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

Région		Circonscription		Organisme	Volet	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive		PDD	108 000 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque		Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte-Nord		PDD	92 100 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava		Comité condition féminine Baie-James		PDD	46 576 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava		Association des femmes cris de Eeyou Istchee		PDD	52 922 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Droits devant		PDD	92 100 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Mouvement action chômage Pabok inc.		PDD	108 000 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)		PDD	108 000 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé		FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine		PDD	108 000 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé		La démolée		PDD	92 100 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé		Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine		PDD	108 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse		Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches		PDD	61 424 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Chutes-de-la-Chaudière		Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches		PDD	108 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud		Aide aux travailleurs accidentés, ATA		PDD	143 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud		AQDR Montmagny-L'Islet		PDD	92 100 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis		Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)		PDD	143 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis		Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon		PDD	92 100 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis		Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud		PDD	92 100 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis		La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.		PDD	92 100 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac		Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins		PDD	154 643 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac		Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches		PDD	108 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac		Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.		PDD	92 100 \$
13 - Laval	Chomedey		Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides		PDD	108 000 \$
13 - Laval	Chomedey		Table de concertation de Laval en condition féminine		PDD	108 000 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides		ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.		PDD	123 479 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides		Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)		PDD	128 164 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides		Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.		PDD	108 000 \$
13 - Laval	Vimont		Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus		PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Berthier		Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin		PDD	92 100 \$
14 - Lanaudière	Berthier		Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon		PDD	92 100 \$
14 - Lanaudière	Bertrand		Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont		PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Bertrand		Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne		PDD	92 100 \$
14 - Lanaudière	Joliette		Action dignité Lanaudière		PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Joliette		Action-Logement Lanaudière		PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Joliette		Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière		PDD	153 550 \$
14 - Lanaudière	Joliette		Le mouvement des personnes d'abord de Joliette		PDD	92 100 \$
14 - Lanaudière	Joliette		Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)		PDD	108 000 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

S3RP-79 - ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
14 - Lanaudière	Joliette	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	155 085 \$
14 - Lanaudière	Masson	Action populaire des Moulins	PDD	92 100 \$
14 - Lanaudière	Masson	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	108 000 \$
14 - Lanaudière	Masson	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	92 100 \$
14 - Lanaudière	Repentigny	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	PDD	52 922 \$
14 - Lanaudière	Roussau	AQDR de la Ouareau	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Argenteuil	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Bertrand	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	108 000 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Groulx	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	135 952 \$
15 - Laurentides	Groulx	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Labelle	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	PDD	115 359 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	108 000 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Le Phare des Affranchies	PDD	108 000 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	92 100 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	113 009 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement Beauharnois	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement de Valleyfield	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Borduas	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	PDD	143 000 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Comité logement Rive-Sud	PDD	92 706 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	52 922 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Iberville	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	La Pinière	F.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	143 000 \$
16 - Montérégie	Laporte	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	143 485 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
16 - Montérégie	Laporte	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	143 000 \$
16 - Montérégie	Laporte	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	108 000 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	182 657 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	104 350 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD	52 922 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	52 922 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Comité Logemen'mêle	PDD	52 922 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	101 053 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Mouvement d'aide et de consultation sur le travail	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	AQDR Richelieu-Yamaska	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	108 000 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	92 100 \$
16 - Montérégie	Sanguinet	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	PDD	143 000 \$
16 - Montérégie	Vachon	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	108 000 \$
16 - Montérégie		Table itinérance Rive-Sud	PDD	108 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	96 325 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	108 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des locataires Centre-du-Québec	PDD	61 424 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Droits devant / Érable	PDD	92 100 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	108 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	146 218 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	108 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	108 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	52 922 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	92 100 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Béancour	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	92 100 \$
<b>TOTAL Promotion des droits (PDD)</b>				<b>37 647 414 \$</b>
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	SPA	35 064 \$
03 - Capitale-Nationale	Portneuf	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	10 588 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les récollets inc.	SPA	14 002 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
S3RP-79 - ANNEXE 1

Région			Circonscription		Organisme	Volet	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
06 - Montréal	Anjou-Louis-Riel				Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	13 164 \$
07 - Outaouais	Pontiac				Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	14 486 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est				Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	10 247 \$
16 - Montérégie	Richelieu				Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	24 794 \$
<b>TOTAL Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS</b>							<b>122 345 \$</b>
03 - Capitale-Nationale	Vanier-Les Rivières				Réseau québécois de développement social	IP	164 551 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion				Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	278 899 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion				Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	362 569 \$
<b>TOTAL Interlocuteur privilégié (IP)</b>							<b>806 019 \$</b>
04 - Mauricie	Trois-Rivières				Association pour l'assurance collective des organismes communautaires du Québec	AS	375 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion				Relais-femmes	AS	375 000 \$
06 - Montréal	Mercier				Centre de formation populaire C.F.P.	AS	314 500 \$
06 - Montréal	Mercier				Fédération des centres d'action bénévole du Québec	AS	200 000 \$
14 - Lanaudière	Joliette				Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF)	AS	100 000 \$
<b>TOTAL Activités spécifiques (AS)</b>							<b>1 364 500 \$</b>
04 - Mauricie	Trois-Rivières				Association pour l'assurance collective des organismes communautaires du Québec	RE	31 062 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion				Réseau québécois de l'action communautaire autonome	RE	100 000 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne				Université du Québec à Montréal	RE	23 045 \$
<b>TOTAL Recherches et études (RE)</b>							<b>154 107 \$</b>
06 - Montréal	Viau				Groupe Maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	SG	4 536 \$
<b>TOTAL Soutien à la gouvernance</b>							<b>4 536 \$</b>
<b>GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole</b>							<b>40 098 921 \$</b>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES  
S3RP-79 - ANNEXE 2

Région		Circonscription		Organisme		2022-2023
						Déboursé
						28 février 2023
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski		Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent			141 415 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dubuc		Promotion Saguenay inc.			127 134 \$
03 - Capitale-Nationale	Chauveau		Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador			98 421 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon		Communauté métropolitaine de Québec			97 432 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon		La Baratte			172 318 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau		Réseau Accorderie			59 470 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières		Consortium en développement social de la Mauricie			135 034 \$
05 - Estrie	Richmond		La table des MRC de l'Estrie			104 962 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques		Ville de Montréal			5 000 000 \$
06 - Montréal	Viau		Centre de la communauté sourde du Montréal métropolitain			50 188 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Centraide du Grand Montréal			2 700 000 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis		Centraide du Grand Montréal			1 300 000 \$
07 - Outaouais	Gatineau		Conférence des préfets de l'Outaouais			121 329 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est		Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or			99 102 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis		Municipalité régionale de comté de Caniapiscau			81 970 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava		Administration régionale Kativik			47 538 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava		Administration régionale Baie-James			54 064 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure		La table des préfets des MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine			118 176 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine		Carrefour jeunesse-emploi des Îles			18 595 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac		Municipalité régionale de comté des Appalaches			110 375 \$
13 - Laval	Chomedey		Ville de Laval			60 397 \$
14 - Lanaudière	Joliette		La table des préfets de Lanaudière			143 159 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme		Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides			118 999 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi		Table de concertation des préfets de la Montérégie			276 047 \$
16 - Montérégie	Taillon		Les Banques alimentaires du Québec			69 000 \$
16 - Montérégie	Taillon		Les Banques alimentaires du Québec			2 800 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska		Municipalité régionale de comté d'Arthabaska			80 364 \$
<b>GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES</b>						<b>14 185 491 \$</b>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE  
S3RP-79 - ANNEXE 3

Région	Circonscription	Organisme	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	160 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	160 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	160 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Corporation de développement communautaire Rimouski-Neigette	160 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	184 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Corporation de développement communautaire du ROC	160 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	160 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	160 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	160 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	160 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	160 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Corporation de développement communautaire de Beauport	160 000 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	160 000 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire des Chenaux	160 000 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire Mékinac	160 000 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	160 000 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	160 000 \$
04 - Mauricie	Maskinongé	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	160 000 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table nationale des corporations de développement communautaire	325 455 \$
05 - Estrie	Brome-Missisquoi	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	160 000 \$
05 - Estrie	Granby	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	160 000 \$
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	160 000 \$
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire du Granit	160 000 \$
05 - Estrie	Orford	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	160 000 \$
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	160 000 \$
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	160 000 \$
05 - Estrie	Saint-François	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	160 000 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	160 000 \$
06 - Montréal	LaFontaine	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	112 701 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	160 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Corporation de développement communautaire Plateau-Mont-Royal	160 000 \$
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	160 000 \$
06 - Montréal	Pointe-aux-Trembles	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	160 000 \$
06 - Montréal	Rosemont	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	65 402 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	160 000 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	160 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE  
S3RP-79 - ANNEXE 3

Région	Circonscription	Organisme	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	160 000 \$
07 - Outaouais	Papineau	Corporation de développement communautaire Rond Point	160 000 \$
07 - Outaouais	Pontiac	Corporation de développement communautaire de Pontiac	160 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	Corporation de développement communautaire d'Amos	160 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	160 000 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine - Corporation de développement communautaire (ROCGIM - CDC)	220 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sud	Corporation de développement communautaire Beauce-Échemins	196 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	Corporation de développement communautaire Bellechasse	160 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	CDC ICI Montmagny-L'Islet	172 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Corporation de développement communautaire de Lévis	160 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	160 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	160 000 \$
13 - Laval	Chomedey	Corporation de développement communautaire de Laval	160 000 \$
14 - Lanaudière	Repentigny	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	160 000 \$
15 - Laurentides	Labelle	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	160 000 \$
15 - Laurentides	Mirabel	Corporation de développement communautaire de Mirabel	160 000 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)	160 000 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	160 000 \$
16 - Montérégie	Borduas	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	160 000 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	160 000 \$
16 - Montérégie	La Prairie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)	160 000 \$
16 - Montérégie	Laporte	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	160 000 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	160 000 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	160 000 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	184 000 \$
16 - Montérégie	Sanguinet	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	160 000 \$
16 - Montérégie	Vaudreuil	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	160 000 \$
16 - Montérégie	Verchères	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	160 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	160 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	160 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	Corporation de développement communautaire Drummond	160 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	160 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	160 000 \$
<b>11 219 558 \$</b>			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024  
A. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES  
S3RP-79 - ANNEXE 4

Région	Circonscription	Organisme	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Corporation bénévoles d'expertise	10 950 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	11 000 \$
06 - Montréal	Viau	Centre de la communauté sourde du Montréal métropolitain	40 151 \$
			<b>62 101 \$</b>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**A. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS au Programme de soutien financier des Carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)**  
**S3RP-79 - ANNEXE 5**

Région		Nom de l'organisme		2022-2023 Déboursé 28 février 2023
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	PROJECTION16-35		300 163 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	CARREFOUR JEUNESSE - EMPLOI RÉGION MATANE		300 732 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MITIS		296 161 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	TREMPLEIN TRAVAIL VALLÉE DE LA MATAPÉDIA INC.		295 503 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	ATELIER DE TRAVAIL JEUNESSE 01		354 039 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	UNIVERS EMPLOI		166 714 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup--Témiscouata	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE TÉMISCOUATA		298 708 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAGUENAY INC.		635 328 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	LA BIVOIE INC.		231 932 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES BLEUETS		353 763 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHARLESBOURG-CHAUVEAU		430 079 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix--Côte-de-Beaupré	LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUJ INC.		200 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Chauveau	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHAUVEAU		412 972 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	CENTRE DE FORMATION OPTION-TRAVAIL STE-FOY		514 770 \$
03 - Capitale-Nationale	Montmorency	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTMORENCY		298 176 \$
03 - Capitale-Nationale	Portneuf	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE PORTNEUF		245 019 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA CAPITALE NATIONALE		523 177 \$
04 - Mauricie	Champlain	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI TROIS-RIVIÈRE /MRC DES CHENAUX		495 748 \$
04 - Mauricie	Lavolette	CARREFOUR EMPLOI MÉKINAC		143 680 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	CARREFOUR EMPLOI HAUT-ST-MAURICE		291 015 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE SHAWINIGAN		364 267 \$
04 - Mauricie	Maskinongé	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MRC DE MASKINONGÉ		303 257 \$
05 - Estrie	Granby	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES CANTONS DE L'EST		474 852 \$
05 - Estrie	Mégantic	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS		226 152 \$
05 - Estrie	Mégantic	IINTRO-TRAVAIL ET CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU GRANIT INC.		301 520 \$
05 - Estrie	Orford	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MEMPHRÉMAGOG		315 049 \$
05 - Estrie	Richmond	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU COMTÉ DE RICHMOND		241 703 \$
05 - Estrie	Saint-François	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE COATICOOK		275 227 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE SHERBROOKE		506 349 \$
06 - Montréal	Anjou-Louis-Riel	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ANJOU/SAINT-JUSTIN		335 249 \$
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL		245 017 \$
06 - Montréal	Bourget	PROGRAMME D'INFORMATION SUR LE TRAVAIL ET LA RECHERCHE D'EMPLOI DE MONTRÉAL (PITREM)		403 151 \$
06 - Montréal	Bourget	SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI DE L'EST INC.		175 323 \$
06 - Montréal	Gouin	GROUPE CONSEIL ST-DENIS INC.		480 336 \$
06 - Montréal	Hochelega-Maisonneuve	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI HOCHELAGA-MAISONNEUVE		341 250 \$
06 - Montréal	Jacques-Cartier	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE		634 774 \$
06 - Montréal	Jeanne-Mance-Viger	CENTRE HORIZON CARRIÈRE		226 108 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**A. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS au Programme de soutien financier des Carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)**  
**S3RP-79 - ANNEXE 5**

<b>Région</b>		<b>Nom de l'organisme</b>		<b>2022-2023</b>
				<b>Débourcé</b>
				<b>28 février 2023</b>
06 - Montréal	LaFontaine	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	179 384 \$	
06 - Montréal	Marguerite-Bourgeois	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL INC.	364 716 \$	
06 - Montréal	Marquette	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE	357 029 \$	
06 - Montréal	Maurice-Richard	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI AHUNTSIC BORDEAUX CARTIERVILLE	471 099 \$	
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE CÔTE-DES-NEIGES (CJECND)	245 230 \$	
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	442 328 \$	
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	CONSEILLERS EN DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE	457 111 \$	
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO)	378 645 \$	
06 - Montréal	Saint-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI SAINT-LAURENT	370 567 \$	
06 - Montréal	Verdun	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE VERDUN	374 027 \$	
06 - Montréal	Viau	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD	491 904 \$	
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTRÉAL CENTRE-VILLE	403 383 \$	
07 - Outaouais	Chapleau	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUTAOUAIS	660 156 \$	
07 - Outaouais	Gatineau	CARREFOUR EMPLOI DES COLLINES	279 483 \$	
07 - Outaouais	Gatineau	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	298 200 \$	
07 - Outaouais	Papineau	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI PAPINEAU	393 863 \$	
07 - Outaouais	Pontiac	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	320 909 \$	
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ABITIBI-EST	334 035 \$	
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ABITIBI-OUEST	299 773 \$	
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	MOUVEMENT DE LA RELÈVE D'AMOS-RÉGION INC.	252 073 \$	
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU TÉMISCAMINGUE	270 323 \$	
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	CENTRE RESSOURCES JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	299 220 \$	
09 - Côte-Nord	Duplessis	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE DUPLISSIS	345 805 \$	
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA HAUTE-CÔTE-NORD (CJHCN)	142 616 \$	
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MANICOUAGAN	158 151 \$	
10 - Nord-du-Québec	Ungava	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA JAMÉSIE	378 727 \$	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	ACTION TRAVAIL CHALEURS INC.	317 769 \$	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI ET OPTION EMPLOI DU ROCHER-PERCÉ	294 581 \$	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI HAUTE-GASPÉSIE	239 160 \$	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC LA CÔTE-DE-GASPÉ	277 900 \$	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES ÎLES	143 541 \$	
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE BEAUCE-NORD	342 576 \$	
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sud	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE BEAUCE-SUD	358 527 \$	
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI LES ETCHEMINS	283 006 \$	
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	LE CARREFOUR EMPLOYABILITÉ - TRAVAIL DE RUE	229 939 \$	
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE L'ISLET	244 529 \$	
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE MONTMAGNY	267 535 \$	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**A. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS au Programme de soutien financier des Carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)**  
**S3RP-79 - ANNEXE 5**

Région	Nom de l'organisme	2022-2023 Déboursé 28 février 2023
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	379 028 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	314 652 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	224 051 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides	951 146 \$
14 - Lanaudière	Berthier	345 004 \$
14 - Lanaudière	Bertrand	346 383 \$
14 - Lanaudière	Joliette	431 075 \$
14 - Lanaudière	Repentigny	453 364 \$
14 - Lanaudière	Terrebonne	500 461 \$
15 - Laurentides	Argenteuil	223 179 \$
15 - Laurentides	Bertrand	200 000 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	145 853 \$
15 - Laurentides	Groulx	506 455 \$
15 - Laurentides	Labelle	322 227 \$
15 - Laurentides	Labelle	237 458 \$
15 - Laurentides	Mirabel	200 000 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	456 248 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	317 307 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	731 329 \$
16 - Montérégie	Borduas	506 169 \$
16 - Montérégie	Johnson	348 151 \$
16 - Montérégie	La Pinière	197 860 \$
16 - Montérégie	La Prairie	291 115 \$
16 - Montérégie	Laporte	334 484 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	470 462 \$
16 - Montérégie	Montarville	427 036 \$
16 - Montérégie	Richelieu	344 853 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	382 786 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	505 143 \$
16 - Montérégie	Vachon	394 571 \$
16 - Montérégie	Vaudreuil	290 063 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	348 600 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	300 163 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	390 452 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Yamaska	344 913 \$
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>37 767 120 \$</b>



**Programme Soutien à l'action bénévole**  
**Nombre de subventions et montant alloué par circonscription, 2022-2023**

Circonscription	Nb Subventions	Montant au 31 mars 2023
Abitibi-Est	106	122 150,00 \$
Abitibi-Ouest	164	141 500,00 \$
Acadie	133	157 850,00 \$
Anjou-Louis-Riel	72	141 060,00 \$
Argenteuil	119	176 910,00 \$
Arthabaska	255	219 950,00 \$
Beauce-Nord	235	162 210,00 \$
Beauce-Sud	185	184 530,00 \$
Beauharnois	151	185 430,00 \$
Bellechasse	204	172 275,00 \$
Berthier	173	221 680,00 \$
Bertrand	166	198 910,00 \$
Blainville	104	150 560,00 \$
Bonaventure	134	156 260,00 \$
Borduas	214	168 130,00 \$
Bourassa-Sauvé	148	171 770,00 \$
Brome-Missisquoi	183	208 960,00 \$
Camille-Laurin	86	168 290,00 \$
Chambly	143	144 550,00 \$
Champlain	290	221 610,00 \$
Chapleau	161	175 690,00 \$
Charlesbourg	174	181 090,00 \$
Charlevoix-Côte-de-Beaupré	177	181 620,00 \$
Châteauguay	157	182 010,00 \$
Chauveau	289	172 540,00 \$
Chicoutimi	126	156 970,00 \$
Chomedey	133	198 200,00 \$
Chutes-de-la-Chaudière	177	166 625,00 \$
Côte-du-Sud	241	199 750,00 \$
D'Arcy-McGee	153	119 751,00 \$
Deux-Montagnes	155	163 510,00 \$
Drummond-Bois-Francs	148	191 660,00 \$
Dubuc	135	153 810,00 \$
Duplessis (2017)	91	135 300,00 \$
Fabre	100	154 520,00 \$
Gaspé	140	133 700,00 \$
Gatineau	145	185 180,00 \$
Granby	110	127 930,00 \$
Gouin	150	192 480,00 \$
Groulx	147	164 990,00 \$
Hochelaga-Maisonneuve	129	146 750,00 \$
Hull	155	155 520,00 \$
Huntingdon	212	176 990,00 \$
Iberville	137	174 480,00 \$
Îles-de-la-Madeleine	89	72 290,00 \$
Jacques-Cartier	57	93 730,00 \$
Jean-Lesage	250	174 240,00 \$
Jeanne-Mance-Viger	139	168 160,00 \$
Jean-Talon	153	112 560,00 \$
Johnson	259	224 200,00 \$

Circonscription	Nb Subventions	Montant au 31 mars 2023
Joliette	186	206 220,00 \$
Jonquière	216	161 340,00 \$
Labelle	181	192 340,00 \$
Lac-Saint-Jean	211	163 490,00 \$
LaFontaine	211	149 130,00 \$
La Peltrie	104	179 240,00 \$
La Pinière	121	152 010,00 \$
Laporte	133	145 610,00 \$
La Prairie	95	122 020,00 \$
L'Assomption	157	156 320,00 \$
Laurier-Dorion	130	147 470,00 \$
Laval-des-Rapides	134	180 480,00 \$
Laviolette-Saint-Maurice	256	213 940,00 \$
Les Plaines	171	150 640,00 \$
Lévis	152	162 540,00 \$
Lotbinière-Frontenac	220	211 280,00 \$
Louis-Hébert	181	117 550,00 \$
Marguerite-Bourgeoys	132	171 730,00 \$
Marie-Victorin	107	160 410,00 \$
Marquette	179	143 605,00 \$
Maskinongé	232	169 530,00 \$
Masson	182	155 550,00 \$
Matane-Matapédia	284	191 260,00 \$
Maurice-Richard	97	142 900,00 \$
Mégantic	141	167 520,00 \$
Mercier	115	110 520,00 \$
Mille-Îles	152	138 940,00 \$
Mirabel	213	190 720,00 \$
Montarville	105	107 120,00 \$
Montmorency	145	180 069,00 \$
Mont-Royal-Outremont	93	61 900,00 \$
Nelligan	78	152 525,00 \$
Nicolet-Bécancour	167	168 240,00 \$
Notre-Dame-de-Grâce	60	116 780,00 \$
Orford	68	161 030,00 \$
Papineau	198	219 890,00 \$
Pointe-aux-Trembles	197	150 470,00 \$
Pontiac	99	154 870,00 \$
Portneuf	302	163 540,00 \$
Prévost	92	157 550,00 \$
René-Lévesque	81	132 306,00 \$
Repentigny	198	161 410,00 \$
Richelieu	174	168 685,00 \$
Richmond	174	211 810,00 \$
Rimouski	180	166 160,00 \$
Rivière-du-Loup-Témiscouata	175	198 427,00 \$
Robert-Baldwin	72	157 400,00 \$
Roberval	179	173 580,00 \$
Rosemont	148	159 230,00 \$
Rousseau	150	176 670,00 \$
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	124	144 830,00 \$
Sainte-Marie-Saint-Jacques	102	104 510,00 \$

Circonscription	Nb Subventions	Montant au 31 mars 2023
Sainte-Rose	121	158 730,00 \$
Saint-François	235	206 210,00 \$
Saint-Henri-Sainte-Anne	209	152 800,00 \$
Saint-Hyacinthe	175	202 860,00 \$
Saint-Jean	163	198 710,00 \$
Saint-Jérôme	153	221 890,00 \$
Saint-Laurent	69	141 730,00 \$
Sanguinet	93	143 350,00 \$
Sherbrooke	121	180 440,00 \$
Soulanges	195	173 540,00 \$
Taillon	119	154 580,00 \$
Taschereau	121	150 160,00 \$
Terrebonne	165	178 210,00 \$
Trois-Rivières	236	189 980,00 \$
Ungava	137	139 290,00 \$
Vachon	180	163 660,00 \$
Vanier-Les Rivières	177	185 400,00 \$
Vaudreuil	125	179 910,00 \$
Verchères	104	142 980,00 \$
Verdun	106	121 970,00 \$
Viau	106	140 470,00 \$
Vimont	88	146 300,00 \$
Westmount-Saint-Louis	84	37 650,00 \$
<b>TOTAL</b>	<b>19290</b>	<b>20 324 958,00 \$</b>



ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
 C. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)  
 AU 28 FEVRIER 2023  
 S3RP-79 - ANNEXE 7

Région	Circonscription	Organisme	Volet
03 - Québec	Montmorency	Société Provancher d'histoire naturelle du Canada	PDD
03 - Québec	Taschereau	Divergenres	PDD
06 - Montréal	Hochelega-Maisonneuve	Carrefour Aliénation Parentale	PDD
06 - Montréal	Viau	Sommet socioéconomique pour le développement des jeunes des communautés noires	PDD
14 - Lanaudière	Berthier	Table régionale des organismes communautaires	PDD
15 - Laurentides	Labelle	Famille de Lanaudière (TROCFI) Au Cœur de l'Arbre	PDD
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain (CCCPEM)	PDD
16 - Montérégie	Richelieu	Maison la Grande Ourse Montérégie Mouvement SEM	PDD
16 - Montérégie	Saint-Jean	(Sensibilisation pour une enfance meilleure) Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	PDD
16 - Montérégie	Chambly	Monts et Rivières de la Vallée-du-Richelieu	PDD

ÉTUDES DES CRÉDITS 2023-2024  
 C. LISTE DES ORGANISMES DONT LA DEMANDE A ÉTÉ REFUSÉE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES  
 AU 28 FEVRIER 2023  
 S3RP-79 - ANNEXE 8

Région	Circonscription	Organisme	Volet
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	PAAL Partageons le monde	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Aînés et retraités de la communauté gale (ARCG)	PSISC-ACAB
14 - Lanaudière	Masson	Habitat Jeunesse	PSISC-ACAB

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-80

**Titre :**

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2022-2023; fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

- En 2020-2021 (dernières données disponibles), 5 308 organismes communautaires ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 525,5 M\$, dont 52,4 % en appui à la mission globale (798,6 M\$).
- Les données sur le soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2021-2022 comme pour 2022-2023 ne sont pas disponibles, car la compilation et la validation des données par l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas complétées.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2023-2024.

**Élaboration, lancement et mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) :**

- En mai 2019, une vaste consultation en vue de l'élaboration du PAGAC est lancée.
  - o De mai 2019 à mars 2020, trois appels de mémoires ont été réalisés auprès des regroupements d'organismes communautaires, des milieux municipal et philanthropique et des organisations autochtones. Au total, 114 mémoires ont été déposés.
  - o En juin et en septembre 2020, 20 groupes de discussion auprès d'organismes communautaires ont eu lieu.
  - o À l'automne 2020 et à l'hiver 2021, 25 partenaires nationaux ont été rencontrés afin d'approfondir les enjeux soulevés dans le cadre de leur mémoire et de tester certaines pistes d'intervention.
- Le 14 mai 2022, le gouvernement du Québec lançait le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : *Engagés pour nos collectivités* (PAGAC), accompagné d'un investissement de 1,1 G\$ sur 5 ans. Ces sommes incluent 30 M\$ d'autofinancement.
- Le PAGAC vise la mise en œuvre de 29 mesures regroupées sous quatre axes d'intervention :
  - o Capacité d'agir des organismes communautaires;
  - o Mobilisation des partenaires;
  - o Cohérence des actions des partenaires de l'action communautaire;
  - o Connaissance et valorisation de l'action communautaire.
- Plus de 80 % des investissements prévus au PAGAC, soit 888,1 M\$, visent à bonifier et élargir le soutien à la mission globale (SMG) de près de 4 500 organismes communautaires.
- Les investissements du PAGAC (incluant l'autofinancement) pour sa première année de mise en œuvre (2022-2023) représentent 160 M\$.

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**COLLABORATION :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**VALIDATION :** Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

**DATE :** 24 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-81**

**Titre :**

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

**SOURCE :** Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire  
**COLLABORATION :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 14 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-82**

**Titre :**

Sommes dédiées à la mission globale des organismes communautaires en 2022-2023 et pour les trois années précédentes ; prévision pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

- L'état de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire est produit chaque année. Les données sont disponibles par l'adresse suivante : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/soutien-financier/action-communautaire/etat-situation.asp#>.
- Celui de l'année 2021-2022 est en cours d'élaboration. Les données 2022-2023 ne sont donc pas actuellement disponibles.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 5 avril 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-83**

**Titre :**

Ventilation des sommes dédiées à la mission globale des organismes communautaires par catégorie et par typologie en 2022-2023 et pour les trois années précédentes ; prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

- L'état de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire est produit chaque année. Les données sont disponibles par l'adresse suivante : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/soutien-financier/action-communautaire/etat-situation.asp#>.
- Celui de l'année 2021-2022 est en cours d'élaboration. Les données 2022-2023 ne sont donc pas actuellement disponibles.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 5 avril 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-84**

**Titre :**

Sommes dédiées aux organismes communautaires, autres que celles dédiées à la mission globale, pour 2022-2023 et pour les trois années précédentes ; prévision pour 2023-2024. Ventilation par catégorie et par typologie.

**Exposé et statistiques :**

- L'état de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire est produit chaque année. Les données sont disponibles par l'adresse suivante : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/soutien-financier/action-communautaire/etat-situation.asp#>.
- Celui de l'année 2021-2022 est en cours d'élaboration. Les données 2022-2023 ne sont donc pas actuellement disponibles.

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 5 avril 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-85

### Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :

- la description complète des sommes investies par le MESS chaque année, de 2002 à 2023;
- les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- la description complète des objectifs de ce plan d'action;
- le bilan, les évaluations et les rapports;
- l'échéancier pour le dépôt du nouveau plan.

### Exposé et statistiques :

a) et b) La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) a été prolongé jusqu'à la veille du dévoilement du troisième plan d'action, soit le 9 décembre 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) (prolongé jusqu'en 2024).

Le gouvernement a investi près de 11,5 G\$ dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010 et du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015.

Certaines mesures structurantes des deux premiers plans d'action gouvernementaux sur le taux de faible revenu de 2011 ont toujours des effets sur les personnes et les familles du Québec. L'annexe 2 du PAGIEPS (p. 74-75) en fait état.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Répartition de l'investissement total du PAGIEPS par axe	
Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
<b>TOTAL</b>	<b>2 993,9 M\$</b>

- c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du PAGIEPS est présentée à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>, dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

- d) Rapports d'activités annuels

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : Les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6 produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, se trouve ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.

- Plan d'action 2010-2015 est prolongé jusqu'en décembre 2017 : Les premiers rapports annuels qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère, se trouvent ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

Le Rapport d'activités 2013-2018 a été publié en 2022.

- PAGIEPS : Le Rapport pluriannuel 2017-2021 du PAGIEPS a été publié en 2022 et les travaux entourant la reddition de comptes 2021-2022 du PAGIEPS sont en cours.

e) Les travaux visant l'élaboration du prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sont en cours.

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**VALIDATION :** Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

**DATE :** 27 mars 2023

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-86

**Titre :**

Fournir le bilan de la consultation publique Solidarité et inclusion sociale – Vers un troisième plan d'action gouvernemental.

**Exposé et statistiques :**

- Le gouvernement du Québec a conduit une consultation publique de novembre 2015 à juin 2016 :
  - 268 mémoires ont été reçus de la part de la population et d'organismes;
  - 6 mémoires ont été transmis par des représentantes et représentants autochtones;
  - 5 248 personnes ont rempli le questionnaire en ligne;
  - 22 groupes de discussion ont été formés avec des personnes en situation de pauvreté;
  - 34 organismes ont été rencontrés par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'alors ou par son adjointe parlementaire.
- La consultation publique a révélé l'importance des enjeux liés au revenu. Les problématiques associées au logement, à l'accès à une nourriture saine et abordable, au transport collectif ou à l'accès à des activités culturelles, sportives et de loisirs ont également été évoquées.
- Les personnes participantes se sont dites préoccupées par l'accès aux soins de santé et aux services sociaux. Les personnes qui ont participé à la consultation ont, par ailleurs, soulevé l'importance de l'action communautaire.

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 27 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-87

**Titre :**

Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives

**Exposé et statistiques :**

Il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

Depuis avril 2020, l'ensemble du contenu accessible des dossiers soumis au Conseil des ministres par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est disponible à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouv/memoires-conseil-ministres/>

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**COLLABORATION :** Direction des politiques d'assistance sociale  
Direction du Secrétariat général adjoint  
Direction des politiques d'emploi et des stratégies

**DATE :** 29 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-88

**Titre :**

État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2022-2023.

**Exposé et statistiques :**

- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G\$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes :

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
<b>TOTAL</b>	<b>2 993,9 M\$</b>

- Voici les principales mesures, actions et les investissements prévus au cadre financier pour 2022-2023 sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale :
  - Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 384,1 M\$;
  - Mesure 2 : Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 131,3 M\$;
  - Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
  - Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
  - Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
  - Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 15,6 M\$;
  - Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12,6 M\$.
- La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante :  
[https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_plan\\_action\\_2017-2023.pdf](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf)
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65 du plan d'action).

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**COLLABORATION :** Direction des politiques d'emploi et des stratégies  
Direction des politiques d'assistance sociale  
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales  
Direction de la recherche

**VALIDATION :** Direction du budget  
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

**DATE :** 21 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-89**

**Titre :**

Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF). Prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Le ministère de la Santé et des Services sociaux est responsable de déterminer le montant de l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF).

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 14 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-90**

**Titre :**

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a. le nom et l'adresse de l'entreprise;
- b. la date de l'avis ou de la fermeture;
- c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d. le nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. les motifs du licenciement.

**Exposé et statistiques :**

Les listes mensuelles des avis de licenciements collectifs soumis au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2022-2023 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : <https://www.travail.gouv.qc.ca/publications/liste-par-themes/licenciements-collectifs/>

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux entreprises  
**COLLABORATION :** S.O.  
**VALIDATION :** S.O.  
**DATE :** 1er mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-91**

**Titre :**

Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, la liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

En 2022-2023 (données au 17 février 2023) : 15 participants actifs, dont 7 nouveaux participants.

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

**SOURCE :** Direction des mesures et services aux individus  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**VALIDATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
**DATE :** 22 mars 2022



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-92**

**Titre :**

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques :**

Le programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage était prévu dans la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013. Il n'est plus en vigueur depuis 2010.

**SOURCE :** Direction des mesures et des services aux entreprises  
**COLLABORATION :** S.O.  
**VALIDATION :** S.O.  
**DATE :** 27 février 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-93**

**Titre :**

Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

**Exposé et statistiques :**

La Loi du 1 % n'a pas été révisée en 2022-2023.

**SOURCE :** Direction du soutien opérationnel au développement de la main-d'œuvre

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 22 février 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-94**

**Titre :**

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

**Exposé et statistiques :**

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (le Fonds) est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

Chaque année, le rapport d'activité du Fonds est déposé à l'Assemblée nationale du Québec.

Le Fonds n'a enregistré aucun manque à gagner et aucune formation n'a été annulée à la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement des entreprises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

**SOURCE :** Direction générale de la qualification professionnelle et des opérations de développement de la main-d'œuvre

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 2 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-97**

**Titre :**

Dans le cadre du Programme « Objectif emploi », fournir pour 2022-2023 (et les prévisions pour 2023-2024) :

- a) Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région.
- b) Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le Programme objectif emploi.
- c) Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

**Exposé et statistiques :**

- Les sommes engagées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 27,5 M\$ du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 17 février 2023.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :  
<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**COLLABORATION :** Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 15 mars 2022



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-98

**Titre :**

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2023-2024) :

- a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
- b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
- c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :
  1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
  2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
  3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
  4. Bonifier les primes au travail;
  5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
  6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
  7. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d) Programme objectif emploi;
- e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :
  1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
  2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
  3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g) Investir dans les logements sociaux :
  1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
  2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
  3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;
- h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :
  1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
  2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
  3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
  4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
  5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;

- l) Favoriser une justice plus humaine :
1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
  2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
  3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;
- n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :
1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
  2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

### **Exposé et statistiques :**

- Les principales mesures et actions sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) et les investissements au cadre financier prévus en 2022-2023 sont :
  - Mesure 1 - Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 384,1 M\$;
  - Mesure 2 - Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 131,3 M\$;
  - Action 4.6 - Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
  - Action 4.7 - Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
  - Mesure 5 - Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
  - Mesure 11 - Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 15,6 M\$;
  - Action 19.2 - Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12,6 M\$.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65) :  
[https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_plan\\_action\\_2017-2023.pdf](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf)

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

**COLLABORATION :** Direction des politiques d'assistance sociale  
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire  
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales  
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

**DATE :** 27 mars 2023

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-99a**

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

**Exposé et statistiques :**

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 7 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-99b**

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- b) Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes.

**Exposé et statistiques :**

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi vient préciser les paramètres du programme.

Dans le cadre de l'élaboration des modifications réglementaires, le MESS s'est assuré que les femmes et les hommes qui participent au Programme objectif emploi aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour acquérir leur autonomie financière par l'emploi. De plus, le MESS a pris en compte les effets distincts que pourrait avoir la mise en place du Programme objectif emploi sur les femmes et les hommes et a adapté en conséquence les paramètres du programme, par exemple :

- en exemptant les familles monoparentales avec un enfant de moins de cinq ans (prédominance féminine);
- en exemptant en cours de participation, et si elles le souhaitent, les femmes enceintes de 20 semaines et plus;
- en permettant à tous les participants de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi;
- en élaborant avec tous les participants un plan d'intégration en emploi comportant des activités adaptées à leur situation;
- en tenant compte des obstacles que la personne pourrait rencontrer en vue de son insertion en emploi.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 14 mars 2022



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-99c**

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- c) Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.

**Exposé et statistiques :**

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

[https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD\\_RAPF\\_analyse-impact2017.pdf](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf)

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 7 mars 2022



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-99d

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- d) Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

**Exposé et statistiques :**

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

[https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD\\_RAPF\\_analyse-impact2017.pdf](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf)

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 29 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-99e

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

e) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.

**Exposé et statistiques :**

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**DATE :** 29 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-99f**

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- f) Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif Emploi.

**Exposé et statistiques :**

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes, ventilé par région, qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi. Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 29 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-99g

**Titre :**

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- g) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

**Exposé et statistiques :**

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

**SOURCE :** Direction des politiques d'assistance sociale

**COLLABORATION :**

**DATE :** 29 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100

### Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 (phase 2), fournir :

- a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2022-2023;
- b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2022;
- c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2022-2023;
- d. les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- e. l'échéancier de la ministre pour la phase 2 de la Stratégie.

### Exposé et statistiques :

#### a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2021-2023

- En 2022-2023, les dépenses pour la mesure CIT totalisent 37,7 M\$ selon les données au 17 février 2023.

#### b. Nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et ayant obtenu un emploi d'été en 2022

- Le nombre de personnes handicapées ayant obtenu un emploi d'été par le biais de la mesure CIT en 2022-2023 est de 129 (données au 17 février 2023).
- Cette donnée n'est pas disponible par région.

#### c. Nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par région) en 2022-2023

- En 2022-2023 (données au 17 février 2023), on compte 811 nouvelles personnes qui bénéficient de la mesure CIT sur un total de 5 195 personnes.
- Cette donnée n'est pas disponible par région.

#### d. Intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie

- La mesure CIT fait partie intégrante des mesures et services publics d'emploi. Elle ne découle pas de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Le Plan budgétaire 2019-2020 a annoncé des investissements de 15,1 M\$ pour 5 ans à même le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour accroître de 500 le nombre de participants réguliers à la mesure CIT d'ici 2024.

#### e. L'échéancier du ministre pour la phase 2 de la Stratégie

- Le 5 juin 2019, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 : Pour un Québec riche de tous ses talents. Les investissements additionnels de cette stratégie s'élèvent à 238,5 M\$.

**SOURCE :** Direction des politiques d'emploi et des stratégies  
**COLLABORATION :** Direction de l'analyse et de l'information de gestion  
Direction des mesures et des services aux individus  
Direction des politiques d'assistance sociale  
**VALIDATION :** Direction de la planification et de la reddition de comptes  
**DATE :** 22 mars 2023



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48 (Transférée par le ministère de la Justice)

**Titre :**

Nombre de célébrants de mariage civil désignés.

**Exposé et statistiques :**

Nombre de célébrants de mariages civils désignés.

Année financière	Nombre
2022-2023	16 481

**SOURCE :** Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-04-04



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49 (Transférée par le ministère de la Justice)

**Titre :**

Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

**Exposé et statistiques :**

Nombre de célébrants de mariages civils désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

Année financière	Nombre
2022-2023	6556

**SOURCE :** Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2023-04-04



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50 (Transférée par le ministère de la Justice)

**Titre :**

Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.

**Exposé et statistiques :**

Année financière	Nombre d'avis
2022-2023	1

**SOURCE :** Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2023-04-04



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-141 (Transférée par le ministère de la Famille)

**Titre :**

Concernant le plan budgétaire 2022-2023, provenance des sommes consacrées à la mesure « Former davantage d'éducatrices à la petite enfance » qui ne sont pas des crédits additionnels. Ventiler par année.

**Exposé et statistiques :**

Les sommes consacrées au Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les métiers prioritaires par la CPMT (COUD) pour former davantage d'éducatrices à la petite enfance proviennent de crédits du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui ont été transférés au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO).

**Tableau 1 – Impact financier de la mesure visant à former davantage d'éducatrices à la petite enfance (en millions de dollars)**

	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	Total
<b>Crédits budgétaires prévus</b>	30,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	<b>30,0</b>
<b>Dépenses prévues</b>	0,0	6,9	7,9	15,2	0,0	0,0	<b>30,0</b>

**SOURCE :** Direction générale de la qualification professionnelle et des opérations de développement de la main-d'œuvre

**COLLABORATION :** Direction du soutien opérationnel au développement de la main-d'œuvre

**DATE :** 17 mars 2023